

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



L'énergie se réinvente,
Total devient
TotalEnergies.



ep.totalenergies.ga
totalenergies.fr

TotalEnergies

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

PORTRAIT

Henri-Claude OYIMA, le banquier multidimensionnel qui veut changer la CPG

p.4

VIE ÉCONOMIQUE

RAPPORT MENSUEL GABON SPECIAL
ECONOMIC ZONE – 25 JUILLET 2022

p.6

Monsieur Chrisos LONGHO, Directeur Général
de la SUCAF Gabon

p.7

Interview de Monsieur Jean-Bernard BOUMAH,
Directeur Général Exécutif de CECA GADIS

p.13

Philippe CHANDEZON, la mémoire de l'immo-
bilier au Gabon

p.14-15

DOSSIER

SETRAG : Construction des gares de Moanda
et Lastoursville

p.22

SETRAG : Évolution des travaux de 200 Km de la
voie ferrée

p.23

LOGISTIGA investit dans des solutions de trans-
port et de logistique innovantes

p.24



SUCAF
Gabon



Pâte à
Tartiner
made in
GABON



PRODUIT PAR

BETACO

BARRACUDA APRÈS PPG - OWENDO
B.P. 8074 LIBREVILLE, GABON
(+241) 077 33 33 44
(+241) 062 25 85 85
INFO@BETACOGABON.COM

maxichococream



19 MAI 1967 - 19 MAI 2022
55 ANS D'ENGAGEMENT & D'EXPERTISE
AU CŒUR DES MÉNAGES
ET INDUSTRIELS AU GABON

SGEPP
S1
2000M³

**Sécurité
Expertise
Responsabilité
Engagement
Esprit d'équipe**

**“ ENTREPOSAGE DE PRODUITS
PÉTROLIERS ET GAZIERS DESTINÉS
AUX MÉNAGES ET AUX INDUSTRIELS ”**

Contact
+241 11 70 01 01

BP: 2218,
- Zone Portuaire Owendo
- Moanda (Haut Ogooué)



contact@sgepp.ga
www.sgepp.com

SOMMAIRE

PORTRAIT

Henri-Claude OYIMA, le banquier multidimensionnel qui veut changer la CPG **p.4**

VIE ÉCONOMIQUE

Communiqué de Presse **p.5**
L'Aéroport De Libreville accueille **TRANS AIR SÉNÉGAL**, une nouvelle compagnie Aérienne

Communiqué de Presse **p.5**
Le projet de construction du nouveau terminal de l'aéroport de libreville est en bonne voie

Communiqué de Presse **p.5**
Signature d'un accord scientifique et technique de coopération entre l'**Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN)** et **Olam Palm Gabon (OPG)**

Rapport mensuel **Gabon Special Economic Zone** – 25 juillet 2022 **p.6**

Interview de Monsieur **Chrisos LONGHO**, Directeur Général de la SUCAF Gabon **p.7-8**

Interview de Monsieur **Donald OLLO NGUEMA**, Directeur Marketing & Commercial de la SUCAF Gabon **p.9-10**

FRANCOPHONIE ECONOMIQUE : La drague de l'OIF pour séduire le Gabon et le Rwanda **p.10**

Interview d'**Amelia LAKRIFA**, la députée de la 10ème circonscription des Français établis hors de France **p.11**

Interview de Monsieur **Jean-Bernard BOUMAH**, Directeur Général Exécutif de CECA GADIS **p.13**

Philippe CHANDEZON, la mémoire de l'immobilier au Gabon **p.14-15**

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA, Directeur Général de la Société Gabonaise d'Entreposage de Produits Pétroliers **p.16-17**

Interview de Monsieur **LANDRY NZE ESSAME** PDG de JDS HOLDING **p.19-20**

Automobile : innover pour exister ? **p.20**

DOSSIER

SETRAG : Construction des gares de Moanda et Lastoursville **p.22**

SETRAG : Évolution des travaux de 200 km de la voie ferrée **p.23**

LOGISTIGA investit dans des solutions de transport et de logistique innovantes **p.24**

Transport aérien en Afrique : Un secteur sans nuages ? **p.24**

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Viva Tech : Économie Gabon Plus représenté **p.25**

CIAN : l'Afrique entre défis et opportunités ? **p.25**

L'école gabonaise à l'ère de la digitalisation **p.26**

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

Directeur délégué
Rayanne Marc ISAAC
rayannemisaac@yahoo.com
Cel. : +241 65 30 18 80

Redacteur en Chef
JR DJOUE DABANY
jean-rovys.dabany@outlook.fr
Cel. : +241 62 85 92 49

Secrétaire de Rédaction p.i
Salomé Camille NKOLLO NGONO
+241 (0) 11 73 18 80 - 065 14 36 60

Secrétaire de Direction
Brandy MENGUE
+241 (0) 11 73 18 80 - 065 14 36 60

Publicité & marketing :
241 (0) 11 73 18 80
economiegabonplus@gmail.com

Directeur artistique & infographie
Eudes Crepin MOULOMBA
Tel : +241 74 38 76 62

Informations légales
MEDIAGAB Société éditrice de :
Economie Gabon+
RCM N°RG LBV 2019B22899
Numéro statistique : 47809 P
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Régie publicitaire :
MEDIAGAB
Tél: +241 (0) 11 73 18 80

Siège social
4294 Bd de la Nation Bord de mer - Libreville
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 (0) 11 73 18 80 / (0) 65 14 36 60

Site Internet : www.economiegabonplus.com
Facebook : facebook.com/economiegabonplus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon
LinkedIn : linkedin.com/in/economiegabonplus
Email: economiegabonplus@gmail.com



ET DE 100 !

Par **Philippe CHANDEZON**

Pour ce numéro 100 de votre magazine préféré, il nous a paru opportun de revenir sur les années ayant marqué l'histoire de notre magazine, de votre magazine. L'idée de base était de rendre accessible à tout le monde une information objective sur l'économie gabonaise. Un mensuel gratuit au format tabloïd ? Personne n'osait parier dessus il y a 10 ans et beaucoup nous prédisaient la parution maximale de trois numéros...

Quelles sont les valeurs intrinsèques de notre journal ?

Tout d'abord la constance : Nous essayons de maintenir une ligne éditoriale objective, claire et précise relative à l'économie en respectant la déontologie du métier.

Pourquoi est-il gratuit ? Pour être accessible à un maximum de lecteurs, une forme de liberté en adéquation avec le mode de fonctionnement des réseaux sociaux sur lesquels nous sommes très présents.

Son modèle économique est la gratuité, seuls les reportages et les achats d'espaces publicitaires étant payants selon des tarifs fixés.

Nous ciblons principalement les leaders d'opinion et les chefs d'entreprises ainsi qu'un large public s'intéressant à l'économie du Gabon. Le but était et est toujours d'établir un pont entre les patrons d'entreprises et les citoyens. Cette originalité prend en compte deux mondes qui ne parlent pas tout à fait le même langage et c'est le choix osé d'Economie Gabon+.

Nous abordons tous les domaines économiques que nous développons plus particulièrement chaque mois dans un dossier spécifique : Grande distribution, Développement durable, RSE/HSE, Économie numérique, Agriculture & Agrobusiness, Ressources minières, Transport

-logistique-Tourisme, BTP, Education-Formation, Banque et Assurances etc...

A chaque édition, nous donnons la parole aux entreprises étrangères et à un entrepreneuriat local particulièrement dynamique. Ce sont eux qui donnent vie au journal. Nous publions des libres opinions d'experts et des extraits de rapports, ainsi que les tendances du marché.

Nous avons été obligés d'augmenter à 12.000 exemplaires le tirage initial qui était de 10.000 pour répondre à la forte demande, mais la pandémie nous a contraint à revoir nos ambitions à la baisse à cause principalement de la fermeture des restaurants, hôtels et lieux publics, mais nous revenons progressivement à la normale. Les journaux sont distribués par nos soins à titre personnalisé à tout le personnel politique, aux directeurs généraux et aux chefs d'entreprises. Il est également mis à disposition dans les hôtels, les ONG, les banques et les assurances, les Ambassades, les bibliothèques, les grandes écoles et les institutions : UNESCO, UNICEF, OMS...et bien sur auprès de toute personne qui en ferait la demande.

Votre magazine a fait preuve de résilience. Il a fait son chemin et a su transformer chaque obstacle en opportunité. La difficile conjoncture qui a mis à mal les liquidités des entreprises n'a pas épargné Économie Gabon+. Mais comme dans chaque crise, il en ressort de bonnes pratiques, de bonnes idées et des opportunités, et celles que nous retenons sont toutes celles qui nous permettent de nous projeter dans l'avenir. Ni la concurrence, ni la crise sanitaire mondiale...plus rien ne nous effraie. Et cela ne change pas notre vision pour l'avenir : une réadaptation et un



développement grâce à de futurs partenaires financiers, ce qui nous permet d'entrevoir l'horizon avec une lueur d'espoir grâce à nos fidèles annonceurs et un réseau de quelques 30 000 lecteurs - que nous remercions - allant du PDG d'une holding au gérant d'une start-up.

Le Gabon, pays béni des dieux, qui abrite la semaine africaine du climat, ne demande qu'à se développer. Dans le domaine touristique, il regorge de sites extraordinaires ainsi que d'une flore et d'une faune que beaucoup de pays nous envient. Je ne parle même pas de sa forêt, véritable poumon du monde avec la forêt amazonienne

D'autre part, le retour de Monsieur Henri Claude OYIMA à la tête de la CPG devrait permettre à cette vieille confédération de renaître de ses cendres tel un phœnix et donne beaucoup d'espoir aux opérateurs économiques.

Bonne lecture de notre numéro anniversaire.



JR DJOUE DABANY
Rédacteur en Chef



Henri-Claude OYIMA,

Le banquier multidimensionnel qui veut changer la CPG

Par JR DJOUE DABANY

Banquier à la base, Henri-Claude OYIMA est à la tête du premier groupe bancaire d'Afrique centrale, BGFIBank. Cette institution à capitaux majoritairement gabonais a réalisé un total bilan de 3 906 milliards de FCFA (6 milliards d'euros), en hausse de 11% au 31 décembre 2021, ce qui lui permet de tutoyer les multinationales sur le marché bancaire national.

BGFIBank est aussi le principal pourvoyeur des financements de l'Etat gabonais y compris les États de la Cemap, sur le marché des titres publics de la Beac.

Son parcours dans l'enseignement supérieur se déroule dans les prestigieuses écoles des États-Unis d'Amérique, en commençant par l'American university de Washington DC où il a obtenu un bachelor en sciences des administrations et un master en banque. Il travaillera seulement une année à Citibank au pays de l'oncle Sam avant de rejoindre la filiale

gabonaise de la banque américaine. Depuis le 2 août, Oyima est officiellement devenu le président de la Confédération Patronale Gabonaise (CPG), qu'il a dirigée de 2005 à 2013. Un poste qui n'est pas seulement prestigieux, mais qui donne l'occasion au natif de Ngouoni (sud-est) de pouvoir mettre son expertise pour l'amélioration du climat des affaires dans le pays.

Son talent de banquier est un véritable atout pour redonner de la crédibilité à un syndicat patronal, secoué ces dernières années par des scandales sous l'ère Alain Bâ Oumar, son prédécesseur poussé à la démission.

A l'occasion de son premier discours le 8 août dernier devant plus de 400 patrons, Oyima, 65 ans, a affiché ses couleurs : le nom de la CPG sera changé et le rôle de l'institution renforcé. En clair, le président de BGFIBank, veut une association patronale plus ouverte, plus

inclusive qui jouera un rôle prépondérant dans le développement du tissu économique local.

L'initiative du nouveau président obéit à une volonté de changement de paradigme consistant à rassembler et à unir les entreprises plutôt que les patrons d'entreprises au sein d'une Fédération

des Entreprises.

Henri Claude Oyima assure également la présidence du Conseil d'administration de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC), le marché financier unifié de la sous-région.



Les 8 membres du Bureau Exécutif de la Confédération Patronale Gabonaise

Vice-président en charge de la Compétitivité et du Développement économique :
Leod Paul BATOLO

Vice-président en charge de l'Inclusion financière :
Loukoumanou WAIDI

Vice-président en charge du Développement des industries extractives :
Stéphane BASSENE

Vice-président en charge du Développement durable et de la RSE :
Fabrice BONATTI

Vice-président en charge du Commerce :
Jean-Bernard BOUMAH

Vice-président en charge de l'Emploi, de la Formation et des Affaires sociales :
Romain BOUTONNET

Vice-président en charge des Infrastructures :
Alain-Claude KOUAKOUA

Vice-président en charge Relations internationales, du Numérique et de la Communication :
Jean-Baptiste BIKALOU

Conseiller stratégique du Président :
Christian KERANGALL



Communiqué de Presse

SIGNATURE D'UN ACCORD SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DE COOPÉRATION ENTRE L'AGENCE NATIONALE DES PARCS NATIONAUX (ANPN) et Olam Palm Gabon (OPG)



Le Lundi 27 Juin 2022 s'est déroulée au siège social des parcs nationaux, la signature d'un Accord Scientifique et Technique de Coopération entre l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) et Olam Palm Gabon (OPG). En effet, ces deux institutions s'associent pour faire avancer les solutions en matière de coexistence entre l'Homme et l'éléphant. Pour marquer l'importance de cette rencontre, le Président du Comité de Gestion de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux, Monsieur Auguste Roger BIBAYE ITANDAS, le Secrétaire Exécutif de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux Monsieur Christian TCHEMAMBELA et les Vice-présidents du Groupe Olam Messieurs Gabriel NTOUGOU et Quentin MEUNIER étaient présents. Une étude scientifique combinant plusieurs techniques (génétique, colliers GPS et pièges photographiques) pendant trois (3) ans permettra de mieux

connaître l'écologie des éléphants de forêt vivant à l'interface entre forêts et zones agricoles. Des résultats de ces recherches découleront des mesures concrètes pour mieux gérer les conflits Homme-éléphant.

Selon des études récentes de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux et ses partenaires, on estime à 95000 le nombre d'éléphants de forêt au Gabon. Ces animaux protégés jouent un rôle clé dans le maintien des écosystèmes forestiers naturels, mais peuvent aussi causer des dommages considérables lorsqu'ils dévastent les cultures villageoises et industrielles.

Les plantations agro-industrielles ne sont pas non plus épargnées. Le modèle de développement mis en place par Olam Palm Gabon a permis la mise en conservation de plus de 60% des terres allouées par le Gouvernement, soit près de 130 000 hectares de forêts et savanes.

Dans ces très nombreuses zones protégées, formant de larges corridors écologiques au sein des concessions, les éléphants sont présents et peuvent aussi endommager les cultures industrielles. Afin de mieux comprendre l'écologie et les comportements des éléphants de forêts du Gabon, et de pouvoir trouver de nouvelles solutions à une cohabitation pacifique, Olam Palm Gabon et l'Agence Nationale des Parcs Nationaux signent un partenariat à hauteur de cent soixante (160) millions de francs CFA.

Il s'agira, dans les régions de la Ngounié et du Moyen-Ogooué où Olam Palm Gabon opère, de recenser les pachydermes à l'aide d'échantillons d'ADN et de les suivre à l'aide de colliers GPS et de pièges photographiques. Les échantillons d'ADN, qui seront analysés dans le laboratoire de génétique de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux, permettront d'identifier le profil des éléphants visitant les cultures. Les chercheurs et techniciens analyseront les déplacements de ces éléphants afin d'anticiper leurs comportements, et dès lors optimiser les mesures de préventions des conflits. Dans un souhait mutuel de combiner développement et conservation, Olam Palm Gabon et l'Agence Nationale des Parcs Nationaux s'allient à nouveau via ce grand programme novateur, dont les résultats enrichiront nos connaissances et alimenteront la palette de solutions pour faire plus facilement face aux dégâts des cultures par les éléphants, aussi bien en milieu industriel que rural.



COMMUNIQUE DE PRESSE L'AÉROPORT DE LIBREVILLE ACCUEILLE TRANS AIR SÉNÉGAL, UNE NOUVELLE COMPAGNIE AÉRIENNE



Libreville, le 4 juillet 2022 – L'Aéroport de Libreville (ADL), a accueilli une nouvelle compagnie aérienne le samedi 02 juillet dernier. En effet, le vol inaugural de la compagnie TRANS AIR Sénégal s'est déroulé sous le regard satisfait de la direction d'ADL. Une compagnie de plus qui vient se rajouter à la liste des 14 déjà existantes.

Trans Air est une compagnie aérienne d'origine sénégalaise qui a été créée en 2008 et qui existe dans 5 pays de la sous-région dont le Sénégal, pays d'origine, la Côte d'Ivoire, le Congo Brazzaville, la Guinée Conakry et maintenant le Gabon. Elle effectuera 4 rotations par semaine :

- 2 arrivées le Mardi et le Samedi : Abidjan-Libreville
- 2 départs le Mercredi et le Dimanche : Libreville -Dakar

COMMUNIQUE DE PRESSE LE PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU TERMINAL DE L'AÉROPORT DE LIBREVILLE EST EN BONNE VOIE



Libreville, le 5 juillet 2022 – GSEZ Airport, entreprise gestionnaire de l'Aéroport de Libreville (ADL) et concessionnaire du projet de nouvel aéroport de Libreville, lance

la phase de démolition des constructions qui se trouvent dans l'emprise du projet du nouveau terminal de l'aéroport de Libreville, situé dans la

zone d'Okala.

Ce Mardi 5 juillet, c'est à coup de bulldozer qu'a été lancée la phase de démolition, étape qui a été précédée par la visite d'un huissier de justice qui s'est assuré que les habitations étaient libres de toute occupation humaine et matérielle.

Rappelons que ce projet a commencé il y a plusieurs mois par la présentation aux populations de la volonté de GSEZ Airport d'agrandir l'aéroport existant. Une évaluation des ménages et des biens impactés par ce projet avait été menée suivi des compensations des ménages concernés. Ce projet s'articule

aussi dans le cadre du plan de réinstallation des populations impactées par la voie de contournement de l'aéroport.

Cette nouvelle phase traduit la

volonté de GSEZ Airport de mener à bien ce projet d'envergure en respectant les aspects environnementaux et sociaux.



RAPPORT MENSUEL GABON SPECIAL ECONOMIC ZONE – 25 JUILLET 2022

Le but de ce rapport est de fournir des chiffres clés de performance des zones économiques spéciales développées et sous gestion de GSEZ.
Chiffres clés de janvier à juin 2022:

- 17 000 conteneurs EVP exportés de janvier à juin 2022 contre 12 730 sur la même période en 2021. Soit **une augmentation de 34%**.
- 331 000 m3 de volume d'exportation de janvier à juin 2022, soit **une augmentation de 21%** comparée à la même période en 2021.
- Environ 108 milliards de FCFA d'exportation de janvier à juin 2022, soit **une augmentation de 55%** comparée à la même période en 2021.
- Plus de 9,4 milliards de FCFA de taxes payées au gouvernement sur le 1er semestre 2022 soit **une augmentation de 83%** comparée à 2021.

• **La ZERP de NKOK** poursuit son développement avec des projets majeurs dont les travaux de construction sont en cours ; une usine de fabrication de chaussures en plastique ; une raffinerie d'or ; deux grandes usines de contreplaqués (3ième transformation), dont l'une sera l'une des plus grandes du continent et la création d'un port sec.

• **La ZIS d'IKOLO** : 4 usines sont déjà en fonctionnement :

- La première entreprise installée dans la ZIS d'Ikolo, spécialisée dans la production de feuilles de placage d'Okoumé. L'usine a déjà exporté son premier conteneur de feuilles de placage, le 23 mars 2022.
- 3 usines de bois sciés

• **La ZIS de MPASSA-LEBOMBI** : Décret récemment validé par le gouvernement :

- 1 usine de bois scié opérationnelle
- 2 autres usines spécialisées dans le placage seront opérationnelles au 3ème trimestre 2022.

Focus Emploi 2022

Ces projets permettront de créer près de 3000 emplois et davantage de recettes pour l'Etat d'ici la fin de l'année 2022.

3000 emplois et davantage de recettes pour l'Etat d'ici la fin de l'année 2022.

GSEZ NKOK



Usine de panneaux de particules en cours de construction



Raffinerie d'or en cours de construction

GSEZ IKOLO



Usine de bois scié



Usine de feuilles de placage

GSEZ MPASSA LEBOMBI



Usine de bois scié Moanda



1ère exportation de produits



Monsieur **Chrisos LONGHO**, Directeur Général de la SUCAF Gabon

Interview réalisée par JR DJOUE DABANY

Économie Gabon+ : Monsieur Chrisos LONGHO, vous êtes le Directeur Général de la SUCAF Gabon. Merci de vous présenter à nos quelques 30 000 lecteurs.

Chrisos LONGHO : Bonjour et merci à l'équipe de Economie Gabon+ de l'intérêt porté à notre entreprise. Je suis donc M. Chrisos LONGHO de nationalité Gabonaise, Je suis de formation financière. J'ai été embauché par la Sosuho le 28/11/1997 et maintenu par SUCAF GABON d'abord comme Chef des Service Comptables et Financiers, Contrôleur de Gestion, Directeur financier, puis Directeur Général depuis Mars 2021. Comme vous pouvez le constater, je suis un pur produit de SUCAF. Je vais en novembre prochain totalisé 25 ans de service au sein de cette société. Je suis marié et père de cinq enfants.

Économie Gabon+ : Votre société a aujourd'hui presque 50 ans d'existence. Anciennement appelée SOSUHO (Société Sucrière de Haut-Ogooué) créée par l'Etat gabonais puis privatisée en 1998 sous la nouvelle dénomination SUCAF Gabon, quel bilan faite-vous de ces deux ères d'activités agro industrielle ?

Chrisos LONGHO : La SOSUHO était une entreprise para publique supportée financièrement par l'Etat Gabon Gabonais. En décidant de privatiser, l'objectif était clairement de passer à une entreprise avec ambitions de rentabilité avec de nouveaux investissements pour moderniser le site et développer l'activité.

Il faut préciser que lors de la privatisation, l'Etat avait obtenu du repreneurs (Groupe Castel) de garder l'ensemble du personnel avec leur droits acquis. C'était là un acte social de grande portée quand on connaît la situation de sureffectif qu'on avait dans ce type d'entreprise.

La société produisait à cette époque à peine 15 000 Tonnes de sucres. Au fil des années, de gros investissements de mise à niveau ont été réalisés ; ce qui a permis de hausser la production à la moyenne de 25 000 tonnes actuellement. Notre ambition est de produire jusqu'à 35 000 tonnes. Globalement, on peut se satisfaire donc de l'évolution de l'entreprise en dépit de nombreuses difficultés conjoncturelles.

Économie Gabon+ : La privatisation a-t-elle eu des avantages sur la croissance de votre filière agro industrielle au cours de ces années ?

Chrisos LONGHO : Je pense que oui. Le but en privatisant était justement d'améliorer la performance de l'entreprise. Plusieurs milliards ont été investis et profitant de la synergie des grands groupes internationaux que sont Castel et Somdiaa, Sucaf Gabon a pu tirer son épingle du jeu.

Économie Gabon+ : Quelles améliorations ou conditions pensez-vous être nécessaires pour accentuer le développement de votre activité ?

Chrisos LONGHO : SUCAF GABON évolue dans un secteur sensible qui est celui de l'agro-industrie. C'est un secteur très contraignant surtout lorsque l'on a la responsabilité de fournir à la population un produit de consommation courante. Nous avons un rôle important dans préservation de la sécurité alimentaire du pays à travers la création continue de chaînes de valeur agricoles durables. Dans ce type de secteur, l'accompagnement de l'Etat est indispensable pour pérenniser et accroître nos activités. De la même manière que l'Etat protège le consommateur en règlementant le prix du sucre, il me paraît aussi important que le même accompagnement soit toujours accordé à la SUCAF. Je dois préciser que depuis la privatisation, l'Etat a pu nous accompagner sur certains points. D'autres restent en discussion.

Nous avons pour cela engagé une série d'échanges avec l'Administration à qui nous avons proposé un plan de développement sur cinq ans avec pour objectifs d'augmenter notre production et donc couvrir la totalité du marché. L'Etat gabonais a conscience que nous sommes parmi les principaux pourvoyeurs d'emplois et de recettes fiscales au Gabon. Ce plan de développement s'inscrit ainsi dans la continuité de notre ancrage local et de notre engagement dans l'évolution du pays.

Économie Gabon+ : Quelles sont les ambitions du dirigeant que vous êtes, pour l'entreprise ? Quelle est votre politique d'investissement à la modernisation de l'outil usinage, à l'achat de nouveaux équipements, à l'amélioration de la production nationale... ?

Chrisos LONGHO : Tout dirigeant responsable se doit d'avoir une vision pour son entreprise. Tout en traduisant celle du groupe Somdiaa auquel nous appartenons, mon combat est simplement de voir ce fleuron de l'industrie agroalimentaire se développer et augmenter la production afin de

couvrir la totalité du marché et envisager des possibilités d'exportation. Il est évident qu'une telle ambition, dans un secteur aussi sensible et très encadré par la plupart de gouvernements, comme je le soulignais tantôt l'accompagnement de l'Etat reste primordial et cela est en total harmonie avec la politique de l'accélération du développement prônée par le Président de la République son excellence Ali BONGO ONDIMBA et pilotée par son Premier Ministre Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA. On parle d'un produit alimentaire, donc d'un objectif de réduction sinon de suppression de notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Notre plan de développement intègre justement d'importants investissements aussi bien au niveau agricole, industriel mais aussi humain par la création des emplois et la formation de nos agents.

Économie Gabon+ : Vous êtes implantés en zone rurale dans le département de la MPASSA à mi-chemin entre Franceville et Moanda en cohabitation avec des populations autochtones de la région, quels sont les enjeux de la QHSE, de la RSE pour une société agro-alimentaire comme la vôtre à l'endroit de ces populations où vous exercez vos activités ?

Chrisos LONGHO : Conformément aux valeurs qu'elle prône, à sa mission de produire un sucre Sain et Responsable et face à la nécessité de s'adapter aux enjeux climatiques et économiques mondiaux, la SUCAF GABON, filiale du Groupe SOMDIAA, intègre dans l'ensemble de ses activités, les principes de Développement Durable.

Cette démarche basée sur un «Management Responsable» avec une dynamique d'amélioration continue, est structurée autour de six piliers : Social, sociétal, environnement, fournisseurs et sous-traitants directs, éthique et conformité, qualité et nutrition.

Elle se concrétise sur le terrain par de nombreuses actions découlant des réglementations applicables, de la mise en œuvre de nos engagements RSE, ainsi que par la préparation et l'obtention des certifications visées.

S'agissant précisément de la RSE, nous respectons au mieux, dans la limite de nos capacités nos engagements, notamment vis-à-vis des personnes vivant sur le site sucrier de Ouellé à savoir :

L'accès aux infrastructures sociales de base : eau potable, santé, éducation

L'accès à l'emploi, notamment vis-à-vis des contrats sociaux saisonniers
Le développement du capital humain, notamment au travers des conventions entre SUCAF et les structures de formation de la Province,

La présence, sur le site, de la Fondation SUCAF Gabon, association de droit local gabonais à but non lucratif, apolitique et laïque dont les objectifs sont d'améliorer durablement le bien-être économique, social et culturel des populations, soutenir l'émergence des projets communautaires et de projets générateurs de revenus, au bénéfice des populations vivant en périphérie du site industriel de la SUCAF Gabon.

Economie Gabon+ : Comment menez-vous donc vos activités de la protection de l'environnement et de la RSE dans vos différents champs d'activités ?

Chrisos LONGHO : La politique de Développement Durable de la SUCAF GABON qui inclut les aspects environnementaux et RSE est la déclinaison de celle du Groupe SOMDIAA adaptée au contexte local.

Cette démarche participative, transversale, est portée au plus haut niveau de l'entreprise et menée auprès de l'ensemble de nos parties prenantes. Elle est déclinée à travers nos activités en 6 axes et enjeux, 21 engagements correspondant à 11 ODD, assortis de 25 indicateurs clés et objectifs à atteindre à l'horizon 2025.

Economie Gabon+ : La qualité des services et la performance d'une entreprise se mesurent aussi par la qualité de ses services aux clients et de son personnel. Quelle politique de la qualité et de la culture d'entreprise menez-vous pour maintenir SUCAF Gabon au plus haut niveau ?

Chrisos LONGHO : La Culture de la SUCAF Gabon s'est développée autour de valeurs spécifiques à notre entreprise et qui ont forgé son iden-



tité. L'activité à l'origine très masculine se tourne aujourd'hui vers le principe de l'égalité des chances et de l'approche genre, les femmes longtemps restées spectatrices dans la chaîne de production du sucre ont intégré cette culture d'agricultrice industrielle. On retrouve ainsi désormais dans nos équipes des tractoristes, des mécaniciens engins etc... Maintenir l'approvisionnement continu du sucre de qualité sur le marché local est notre engagement et notre responsabilité auprès des consommateurs. Cette détermination acquise au bout de plusieurs années d'expérience unique sur le territoire gabonais avec une vision managériale axée sur la valorisation des compétences et savoir-faire locale est notre cheval de bataille.

La recherche continue de performances, tant dans le domaine agricole que des techniques industrielles de productions du sucre de qualité engage la Sucaf Gabon vers plus d'exigence envers ses collaborateurs, ses clients, ses fournisseurs... dans le respect, l'écoute, le dialogue et surtout grâce à la prise en compte de la diversité culturelle qui compose notre environnement.

Ainsi, les équipes sont avant tout guidées par la satisfaction des besoins et attentes des consommateurs locaux, conformément à la déclaration de mission du Groupe SOMDIAA et l'ensemble de ses filiales.

Economie Gabon+ : A notre visite, nous constatons une intense activité agro industrielle en cette période d'été, quels sont vos effectifs en emplois directs et indirects ?

Chrisos LONGHO : Dès le mois de juin, nous commençons notre période de production communément appelée « campagne sucrière ». Cette période dure quatre mois de juin à

Septembre. Pendant cette période, il y a effectivement une forte activité sur le site et notre effectif qui est de 300 permanents passe à 1 200 avec les saisonniers.

C'est la particularité de notre double activités AGRICOLE et INDUSTRIELLE avec des saisonnalités.

Après la récolte, nous allons entrer dès octobre dans une autre campagne dite de plantation.

Economie Gabon+ : Monsieur LONGHO, revenons sur votre capacité industrielle, votre production annuelle ne couvre pas totalement les besoins domestiques et vous avez encore recours à des importations complémentaires, qu'est-ce qui peut l'expliquer après toutes ces années ?

Chrisos LONGHO : C'est très simple, comme je vous le disais, au moment de la privatisation, SUCAF GABON ne produisait à peine que 15 000 tonnes de sucre au maximum. Des investissements importants réalisés nous ont permis dès les années 2008 de couvrir le marché et exporter dans la sous-région. Il se trouve que la demande locale a fortement évolué bien plus que notre capacité a se développer qui elle dépend de pas mal de contraintes parfois bien au-delà de notre seule volonté.

Il y a eu des projets initiés avec l'Etat (Ouellé 2) qui pour des raisons diverses n'ont pas aboutis. D'autres sont en cours et nous avons foi en ce que cette fois ci nous irons au terme; ce qui devrait mettre fin aux importations complémentaires essentiellement destinées aux industriels.

Economie Gabon+ : Vous avez l'ambition d'accroître votre production afin de rendre notre pays

autosuffisant en sucre, ce qui se serait traduit à travers un plan de développement quinquennal mis en place conjointement avec les plus hautes autorités. Avez-vous des avancées sur ce projet ?

Chrisos LONGHO : Comme je vous le disais, nous avons déjà eu beaucoup d'échanges sur le sujet. Certains points évoluent, pas d'autres mais j'insiste pour dire que j'ai foi en ce que tout ce qui a été retenu par le comité interministériel qui a travaillé avec nous sera mis en œuvre et que dès 2023, avec hélas un an de retard nous pourrions lancer notre plan de développement en espérant également que la situation économique nationale et internationale se s'améliore.

Economie Gabon+ : Pour conclure notre interview, quel est votre mot de fin ?

Chrisos LONGHO : Déjà vous ré-intégrer mes remerciements et ceux de l'ensemble des travailleurs de la SUCAF GABON de nous donner l'occasion de vous parler de cette société gabonaise et citoyenne au service des gabonais depuis une quarantaine d'années.

Pour nous, SUCAF GABON fait partie de notre patrimoine hérité de feu Président Omar BONGO ONDIMBA. Nous avons simplement reçu mandat non seulement de la protéger mais aussi de veiller à son développement. C'est le quotidien de mes équipes et moi-même.

Nous souhaitons simplement que cette industrie gabonaise, certainement la plus ancienne dans son secteur grâce à la détermination de l'Etat, des actionnaires et des sucriers de terrain puisse toujours et à jamais continuer à offrir aux Gabonais un produit «Made in Gabon».

Interview de Monsieur Donald OLLO NGUEMA, Directeur Marketing et Commercial de la SUCAF Gabon :

«Pour la fin d'année 2022, nous prévoyons une hausse globale de +4%»

Interview réalisée par JR DJOUE DABANY

Economie Gabon+ : Pouvez-vous nous parler de votre carrière et vos responsabilités au sein de la SUCAF Gabon ?

Donald OLLO NGUEMA : Je m'appelle Monsieur Donald OLLO NGUEMA, gabonais, marié et père de deux enfants. Après une carrière en tant que Responsable Commercial dans une entreprise de communication gabonaise en 2007, j'ai exercé pendant cinq ans en tant que Directeur Commercial et marketing chez CANAL+. Par la suite dès Janvier 2014, j'ai intégré la Sucaf Gabon en qualité de Directeur Commercial et Marketing et Directeur de notre bureau à Libreville car notre siège étant basé à Franceville. Je cumule donc quelques quinze années d'expérience professionnelle dont huit années chez Sucaf Gabon.

Rattaché au Directeur Général, j'élabore les stratégies commerciales et marketing en définissant les grands axes de la politique commerciale et marketing de l'Entreprise en accord avec la Direction Générale et les orientations du Groupe pour les filiales. J'élabore le management de la force de ventes, en déployant la stratégie marketing et actions de communication pour notre marque de sucre. Je gère également le suivi des dossiers institutionnels

Economie Gabon+ : L'année 2022 n'est pas encore terminée, quels bilans dressez-vous déjà de vos activités et les perspectives 2023 ?

Donald OLLO NGUEMA : Par rapport à nos prévisions, nous avons un segment industriel qui se porte mieux avec le constat d'une forte attractivité d'achat en sucre par les brasseries depuis le début de l'année. Par contre tendance relativement plate sur le ménager. Pour la fin d'année 2022, nous prévoyons une hausse globale de +4% par rapport à 2021. Pour l'année 2023, un peu trop tôt pour se projeter mais au regard des perspectives économiques sur la situation du pays, nous pouvons rester positifs.

Economie Gabon+ : Quels sont vos objectifs principaux pour la SUCAF Gabon ?



Quelles sont les dernières innovations en termes de modernisation, de production et de commercialisation de vos produits ?

Donald OLLO NGUEMA : Assurer la disponibilité de nos produits sucriers en temps, en heure et en tout lieu sur toute l'étendue du territoire national est notre objectif primordial. Définir les intermédiaires stratégiques, ambitieux et en capacité de distribuer nos produits vers les consommateurs est notre priorité. Renforcer la notoriété et la considération de notre marque panafricaine « Princesse Tatie » dans l'esprit de chaque gabonais est une ambition, assurer un produit « made in Gabon » de qualité est un credo. En somme, pas un toit sans sucre. Ainsi, nous voulons nous positionner comme un acteur de proximité incontournable qui renforce la sécurité alimentaire du Gabon et qui participe au développement du territoire notamment à travers la valorisation des matières premières locales.

Au cours des dernières années, nous avons acquis de nouvelles machines ultra modernes dont une Yilmaz pour la fabrication des morceaux qui a renforcé notre parc d'outils usinage. Par exemple, ceci a permis de doubler

notre capacité de production de sucre morceaux petits conditionnement. Cette machine ultra électronique a une capacité de 25 tonnes par jour et fabrique du sucre de très bonne qualité.

Nous avons de même diversifié nos offres avec onze (11) nouveaux formats blancs et roux mis sur le marché :

Des sacs 5/25 kg pour les professionnels artisans types pâtisseries, mamans beignets, confiseries, confituriers...

Des sachets doypack 750g avec doseur bec verseur disponible en supermarchés

Des sachets 500g petits conditionnements adaptés pour le mass market économiquement faible

Des sachets buchettes 5g adaptés pour les circuits types cafés, hôtels et restaurants

Des paquets morceaux extra raffiné 1kg, plutôt premium

Notre marque Princesse Tatie a été modernisée avec des changements sur l'identité visuelle, nos emballages ont été relookés avec de nouvelles informations nutritionnelles, rajout d'un numéro service consommateur et nous avons digitalisé notre approche envers les consommateurs...

Economie Gabon+ : Vous par-

liez de votre marque Princesse Tatie, pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

Donald OLLO NGUEMA : Sucaf Gabon commercialise son sucre sous le label « Princesse Tatie » qui est la seule marque de sucre panafricaine, commune à toutes les sucreries du Groupe Somdiaa présent dans 6 pays d'Afrique : le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Tchad, le Congo, la Centrafrique et le Gabon depuis 2013.

Le mot « Princesse » évoque le rêve, la grandeur, quand celui de « Tatie » fait référence à la famille, la convivialité côté familiale. Nous vendons du sucre mais nous commercialisons une marque et ses promesses.

Economie Gabon+ : Vos produits sont disponibles sur l'ensemble du territoire national, quelles sont les difficultés majeures auxquelles vous êtes confrontés ?

Donald OLLO NGUEMA : Maintes difficultés dont l'une des plus importantes est d'ordre logistique face à l'acheminement des produits de l'usine à Franceville vers les pôles majeurs de distribution.

Nous sommes situés en zone rurale à plus de 700km de Libreville (qui représente soit dit en passant représente 65% des volumes), C'est un véritable défi quotidien d'obtenir d'une part des conteneurs vides sur le site industriel à empoter, et d'autre part de coordonner les expéditions en temps et heure afin de rattraper les wagons train à Franceville ou Moanda.

Nous acheminons entre 21 à 22 000 tonnes de sucre chaque année soit plus de 1 000 conteneurs dont 90% sont transportés par voie ferroviaire. Donc je vous laisse imaginer l'impact en cas de défaillance sur la voie ferrée.

Par ailleurs, les autres chefs-lieux (Bitam, Oyem, Lambaréné, Mouila, Tchibanga, Makokou, etc.) sont livrés en camion par voie routière. L'axe routier reliant le Haut Ogooué à ces localités éloignées est extrêmement difficile. En saison sèche, nous optimisons notre trafic d'approvisionnement de 2 à 3 jours contre en saison pluvieuse entre 7 et 14 jours.

Toutefois, nous nous sommes adaptés à la situation conjoncturelle du pays par notre présence dans les différentes zones rurales du Gabon, notre objectif demeure celui de contribuer à l'équilibre des écosystèmes locaux afin de distribuer le sucre en tout lieu nonobstant les facteurs négatifs qui peuvent impacter notre activité.

Economie Gabon+ : En tant que producteur national d'un produit de première nécessité aussi sensible qu'est le sucre, les autorités vous appuient-elles dans la promotion de votre activité ?

Donald OLLO NGUEMA : C'est plutôt à nous d'appuyer les plus hautes autorités dans la promotion de son plan de relance économique.

Le sucre n'est pas qu'un aliment de consommation courante mais tout aussi un vecteur de stabilité sociale et un outil d'appui économique.

Plusieurs sociétés ont conçu leurs business model autour de notre sucre comme intrant, des entrepreneurs ont développé leurs activités autour du sucre, des familles partagent des moments de bonheur autour de bonnes friandises, glaces et pâtisseries grâce à notre sucre. Nous avons donc une coresponsabilité avec l'Etat.

Les autorités soutiennent la filière en utilisant ses leviers techniques disponibles pour nous accompagner en tant qu'industriel local. Plusieurs travaux interministériels ont d'ailleurs été effectués relatifs à notre plan de développement quinquennal qui nécessitera leurs appuis multiformes pour sa mise en œuvre. Nous restons positifs car avec l'Etat gabonais, nous avons un objectif commun qui vise à développer le pays. Nous sommes donc définitivement partenaires des autorités publiques dans la mise en place des différentes dispositions qui impactent nos activités.

Economie Gabon+ : Quelles améliorations ou conditions pensez-vous être nécessaires pour accentuer le développement de la commercialisation, à l'échelle nationale ?

Donald OLLO NGUEMA : Développer la commercialisation signifie mouvoir des flux de produits d'un point A vers un point B avec des conditions optimales d'acheminement qui garantissent son trafic. Par exemple, si l'infrastructure routière reliant notre zone de production au reste du pays est goudronnée, l'impact sera directement positif en termes de consommation carburant, coût du transport, gain de livraison, qualité des produits, mode de chargement, accroissement des transporteurs, etc. C'est un préalable. Aujourd'hui, l'enjeu du développement des infrastructures de transport sur l'ensemble du territoire national semble être une priorité. Le projet de la « TRANSGABONAISE » initié par le Gouvernement demeure salubre pour notre activité à l'échelle nationale.

Economie Gabon+ : Lors de la Mission Economique et Commerciale de la Francophonie récemment organisée à Libreville, vous étiez intervenant lors de l'atelier sur l'agro-industrie avec pour thème : Comment accélérer les partenariats agro-industriels au Gabon et entre les régions francophones ? Quel regard portez-vous sur ces perspectives locales et régionales ?

Donald OLLO NGUEMA : Comme je l'ai dit lors de mon intervention à cet atelier, il y a des préalables à cette ambition d'accélération. En tant qu'agro-industrie gabonaise, nous devons être parfaitement bien préparés à affronter un marché multidimensionnel où des accords accélérés de libre-échanges africains voient le

jour et qui rendraient nos offres produits agro-industriels de plus en plus compétitives sur la sphère régionale voire continentale.

Economie Gabon+ : On constate souvent que les prix du sucre sont anarchiquement pratiqués sur le marché et contraire à la lutte contre la vie chère prônée par le Gouvernement, quel est votre constat face à ces pratiques ?

Donald OLLO NGUEMA : Déjà à notre niveau, les prix sorties usine sont pratiqués conformément à ceux homologués par l'Etat. Ces pratiques commerciales inadmissibles s'opèrent le plus souvent sur les réseaux traditionnels de boutiquiers de quartiers. Nous avons validé avec

la DGCC (Direction de la Consommation) la fixation des marges entre acteurs de la distribution qui devait garantir un prix final au consommateur. Si le boutiquier vend du sucre à un prix supérieur à celui homologué par l'Etat, c'est qu'il y a un dysfonctionnement volontaire de certains intermédiaires dans la chaîne de distribution.

Aussi, nous envisageons de structurer très prochainement notre distribution avec des réformes commerciales sur la quantité et qualité de nos distributeurs et appliquer des mesures correctives en partenariat avec la DGCC. L'objectif final est de continuer à être une entreprise proche de ses clients et de ses marchés en apportant des solutions et des gammes de produits de qualités qui répondent à leurs attentes.

Economie Gabon+ : Un mot de fin pour conclure notre interview ?

Donald OLLO NGUEMA : Merci de m'avoir donné l'opportunité de m'exprimer sur les enjeux commerciaux de la Sucaf Gabon. C'est une belle entreprise pleine d'ambition, un exemple de privatisation pérenne qui a su se maintenir durant presque 50 ans. Cette société a été parmi les premières entreprises agro-industrielles au Gabon et c'est une fierté nationale. Je suis de la génération qui exerce dans la continuité de cette activité sucrière qui a encore de belles aventures devant elle. C'est le Gabon industriel qui gagne.

Je vous remercie

FRANCOPHONIE ECONOMIQUE : La drague de l'OIF pour séduire le Gabon et le Rwanda

Du 06 au 13 juillet dernier se tenait à Libreville et à Kigali un forum économique à l'initiative de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), plus d'un mois après celle qui a lieu au Cambodge et au Vietnam. Une mission qui avait bien plutôt l'air d'une opération de séduction dans ces deux pays, tous deux membres du Commonwealth.

Par Philippe CHANDEZON



Mr Geoffroi MONPETIT Administrateur OIF

Rencontres d'affaires, accords de coopération, visites de terrain..., une centaine d'investisseurs s'étaient donné rendez-vous à Libreville et à Kigali pour identifier les opportunités d'affaires dans l'espace francophone. Une mission qui ne se déroulait pas en terrain conquis. Le Gabon et le Rwanda sont tous deux

membres du Commonwealth. L'initiative de l'OIF apparaît comme une réelle opportunité offerte aux Etats membres de l'organisation, qui appelle ces pays à réfléchir à d'autres solutions et à d'autres formats de partenariats, mais surtout à développer de nouveaux relais de croissance.

Dans une région qui pourra connaître une hausse de croissance deux fois plus rapide ces trois prochaines années, le projet de l'OIF est une belle occasion pour capter la grande croissance que procure le continent africain qui compte 82% de la population de l'espace francophone dont la majorité a moins de 30 ans.

L'Afrique subsaharienne devrait afficher une croissance de 3,8% en 2022 contre 3,7 % en 2021, note le Fonds monétaire international. Cette reprise économique, précise l'institution de Bretton Woods, est alimentée par la hausse des cours des produits de base et par l'amélioration du commerce mondial et des conditions financières mondiales.

Pendant des années, l'OIF était cantonnée sur son idée de départ : promouvoir les valeurs politiques et culturelles au sein des 88 Etats qui la composent. Beaucoup de pays africains l'avaient plutôt perçu comme un instrument imposé aux Etats francophones. Aujourd'hui, la logique est bien différente de celle qui prévalait à l'origine de la création de l'OIF.

Contrairement à la francophonie, le Commonwealth, semble avoir gagné en réputation au sein des pays africains, pour son modèle de développement.

Certains pays comme le Gabon ont décidé de rejoindre le club anglophone dirigé par la reine Elizabeth II. Au-delà des enjeux économiques, les récentes adhésions au Commonwealth sonnent comme un appel à l'OIF en faveur d'une vraie stratégie économique au sein de l'espace francophone.

« J'encourage, une fois encore, les représentants d'entreprises, d'industrie, de groupements professionnels et d'institutions à profiter de ce terrain favorable au Gabon et dans l'environnement multiculturel de la mission économique pour se rencontrer, échanger, tisser des liens et contractualiser ensemble autour d'accord de partenariat, de co-entreprise et co-investissement qui permettront de voir le développement commercial de leurs activités aux couleurs de la francophonie », explique Geoffroi Monpetit, Administrateur de l'OIF, lors d'une conférence de presse à Libreville.

« Nous avons remarqué que l'intérêt est bien là. Aujourd'hui, il y a des changements profonds qui s'opèrent contrairement à ce qui se faisait à l'origine de la création de l'OIF. Il y a une forte demande des Etats membres », ajoute Geoffroi Monpetit.

A Libreville et à Kigali, la centaine d'investisseurs étaient venus pour prospecter les marchés, réseauter et faire du business

avec les partenaires potentiels, essentiellement issus des secteurs agro-industrie, agriculture, énergies renouvelables, technologies, des biens et services numériques... plus de 250 entrepreneurs y participaient à cette messe économique, première étape d'une mission économique et commerciale au Gabon et au Rwanda, deux Etats où les indicateurs de croissance sont promoteurs, en dépit d'une sombre conjoncture liée à la crise sanitaire mondiale qui a fragilisé leurs économies.

Avec une population estimée à 191 millions d'habitants et un PIB annuel de 175,35 milliards d'euros, l'Afrique centrale est un vaste marché. Troisième économie de la région avec 13% du PIB régional, le Gabon hôte de cette mission a mis à profit ces rencontres pour multiplier les partenariats gagnants avec les investisseurs francophones, pour un meilleur développement de ses projets d'industrialisation et touristiques.

Ces dernières années, le Gabon a mis en place différents mécanismes pour faciliter les investissements. Le pays œuvre pour la mise en place des lois et des règlements qui facilitent le climat des affaires.

INTERVIEW de AMELIA LAKRIFA

La députée de la 10ème circonscription des Français établis hors de France

Par JR DJOUE DABANY



Membre de la majorité parlementaire au sein du groupe La République En Marche, Amélia Lakrifa est la députée de la 10ème circonscription des Français établis hors de France, regroupant 49 pays de l'Afrique australe, centrale, orientale, des îles de l'Océan Indien et du Moyen-Orient.

Née le 20 mars 1978 et mère d'une jeune fille, Amélia Lakrifa est issue de la société civile. Entrepreneuse dans l'âme, elle a déjà à son actif la création et la direction de plusieurs entreprises.

Diplômée en 2015 de l'Institut National des Hautes Etudes de Sécurité et de Justice – INHESJ - à l'école militaire, Amélia devient experte en intelligence économique, sécurité et sûreté des entreprises.

Passionnée par les pays dans lesquels elle intervient, co-fondatrice du groupe de réflexion éthique et développement durable, GE2D UATI à l'Unesco, Amélia Lakrifa s'implique également sur la défense de l'environnement et la distribution de l'eau en Afrique de l'Ouest qui lui permettra de récompenser 50 porteurs de projets en les formant à la création.

Suite à la campagne d'Emmanuel Macron et à son appel aux membres de la société civile, notamment aux femmes, à s'engager pour renouveler la représentation nationale, elle décide de présenter sa candidature aux élections législatives au sein d'En Marche.

Après une campagne dynamique et riche d'expériences nouvelles, elle est élue une première fois en 2017 députée à l'Assemblée nationale pour représenter les Français de l'étranger. Economie Gabon+ l'a rencontrée à Libreville lors de son passage dans la capitale gabonaise pour échanger avec les investisseurs français résidant au Gabon entre les deux tours des élections législatives dont elle est sortie brillamment vainqueur avec 68,53% des voix devant sa concurrente de la NUPES, coalition de

partis politiques de la gauche française

Economie Gabon + : Quel rôle joue la députée des Français de l'étranger que vous êtes ?

Amélia Lakrifa : Dans la loi, et si l'on s'en tient d'abord à la loi, le député vote et modifie les lois. Ça, c'est une chose. Quand la loi vient du gouvernement, on appelle ça un projet de loi et quand elle vient des parlementaires, on appelle ça une proposition de loi. Ce qu'il faut savoir, c'est que 95 % sont des projets de loi. C'est normal, on applique un programme. Après, les députés ont des idées qu'ils défendent également. Mais il y a aussi dans les textes, bien sûr, ce qu'on appelle le contrôle de l'action du gouvernement. Ça veut dire que moi en tant que députée de la Nation, je peux interroger un ministre sur les politiques publiques et il est obligé de répondre. Pour cela on a plusieurs manières : il y a des questions orales dans l'hémicycle et les questions écrites qui sont publiées au journal officiel. Ça, c'est la première chose. Et après l'usage fait qu'on aide les Français en difficultés dans sa circonscription qu'elle soit métropolitaine ou à l'étranger. Et ça me fait plaisir de me sentir utile. Donc j'interviens très régulièrement pour les aider dans leurs problèmes du quotidien que ce soit avec les impôts que ce soit avec la retraite, que ce soit avec l'administration...peu importe dès lors que j'ai le pouvoir d'intervenir je le fais.

Economie Gabon + : Quels sont les grands défis auxquels vous êtes confrontés ?

Amélia Lakrifa : On en a déjà un qui est énorme mais vraiment énorme : c'est la réputation qu'ont les Français de l'étranger en France. Je dirai même la triste réputation parce que malheureusement, aujourd'hui encore, en France quand on pense Français de l'étranger, on pense riche, on pense nanti, on pense exilé fiscal, alors que non, mais absolument non.

Tous nos Français ne sont absolument pas et loin s'en faut des exilés fiscaux et c'est dur de changer cette image qui leur colle à la peau. Et je pense que c'est un des plus grands défis sur lequel je travaille très activement : comment changer l'image que les Français de l'étranger ont en France. Après on a quelques défis sur lesquels on a beaucoup travaillé et eu des résultats sur comment dématérialiser les retraites, comment dématérialiser les actes notariés pour faire la procuration etc... En fait, c'est vraiment rapprocher les Français de leurs administrations, leur faciliter la vie au maximum pour qu'ils puissent se sentir Français à part entière et pas Français de seconde zone.

Economie Gabon + : Vous échangez régulièrement avec les investisseurs français qui sont installés dans votre circonscription. Quels sont les griefs ou les plaintes qui vous reviennent à chaque fois ?

Amélia Lakrifa : C'est vrai, j'ai toujours à cœur, lors de mes déplacements, de rencontrer les entreprises. Après je m'organise pour être trois semaines à l'Assemblée nationale pour faire le travail en commission et surtout le travail en sous-marin, j'ai envie de dire discret avec les administrations, les cabinets ministériels et les ministres eux-mêmes. Une semaine par mois je visite deux ou trois pays et j'ai à cœur de rencontrer bien sûr le plus possible les Français à travers les associations etc. mais aussi les clubs d'affaires ou les chambres de commerce et là, souvent, les entreprises me remontent le fait qu'elles ne se sentent pas soutenues, qu'elles ne se sentent pas aidées. Evidemment, pas toutes parce que d'un pays à l'autre c'est très inégal : la pression fiscale, les audits, les contrôles de l'administration. Dans certains pays, ils ont besoin qu'on intervienne, d'autres un peu moins. Et cette pression fiscale, certains appellent ça du harcèlement fiscal. C'est vraiment le sujet numéro un qui me revient des entreprises. Ensuite certaines pensent qu'elles ne sont pas suffisamment sollicitées dans le cadre d'appels à projets AFD (Agence Française de Développement, ndlr). Et elles disent qu'on devrait quand même pousser un peu plus pour que les entreprises françaises soient sollicitées dans le cadre des marchés, des projets AFD. Sauf que l'aide publique au développement étant déliée, on ne peut pas imposer de financer tel projet et d'imposer qu'on ait une entreprise française. Du coup ce qu'on fait, et je pense que c'est bien de le faire de toute façon pour les projets en eux-mêmes, c'est pousser beaucoup les critères RSE, et tous les sujets genre et protection de l'environnement. Donc on se dit que ça peut favoriser les entreprises françaises ou en tout cas européennes. Je pense qu'on pourra aller encore un peu plus loin. Je rencontre les entreprises françaises pour voir dans quelle mesure on peut optimiser les projets. Moi, ce que j'aime bien, c'est dire qu'il faut pousser les entreprises françaises. Au Gabon, en plus, elles

embauchent principalement des locaux et quand on regarde toutes nos entreprises dirigées par des Français elles vont avoir 2 ou 3 pour cent des salariés français le reste ce sont des locaux, des Gabonais, et qui sont bons, donc on ne va pas s'en priver.

Economie Gabon + : Quel est le potentiel des entreprises françaises installées au Gabon ?

Amélia Lakrifa : Le potentiel est énorme. On peut difficilement le quantifier parce qu'en plus des grands groupes installés ici à travers leurs filiales, on a aussi ce qu'on appelle les EFE (entrepreneurs français à l'étranger) et ces entrepreneurs français à l'étranger dirigent des entreprises locales. Et en plus au Gabon, on est obligé d'avoir 51 pour cent des Gabonais dans l'actionnariat. Et souvent, elles ne se font pas connaître auprès du consulat et de l'ambassade. Elles sont dans tous les secteurs d'activités. Et encore une fois, elles recrutent beaucoup. Et je pense qu'il est très important de les solliciter un peu plus pour avoir leurs avis, leurs impressions, de savoir comment on peut les aider. Ce que je dis souvent c'est que nos entrepreneurs français à l'étranger et encore plus en Afrique n'ont pas attendu l'Etat français pour les aider à s'installer. Ce sont des entrepreneurs dans l'âme. Ce sont des gens qui savent prendre des risques. Maintenant, il revient à nous d'être un filet de sécurité, à nous de les valoriser, à nous de les mettre en réseau et ça c'est quelque chose qui me tient à cœur et je suis très heureuse de voir qu'aujourd'hui, depuis que je suis arrivée au Gabon, on a décidé de faire renaître de ses cendres le CEFRA, qui était le Club d'affaires d'entrepreneurs français au Gabon. Il faut le faire vivre et c'est acté. Et je vais pousser les entreprises des Français au Gabon pour qu'elles soient réunies d'une part, car la force de réseau est importante et de deux, moi, ayant créé le Cercle des clubs d'affaires français à l'international, je vais les mettre en réseau avec les autres clubs qui ont déjà adhéré à ce cercle, c'est donc important de voir que les entrepreneurs français au Gabon pourront créer du lien avec leurs homologues en Ethiopie, au Cameroun, en Angola, et dans tous les autres pays. Que ce soit aux Emirats, à Maurice, etc. de trouver des débouchés pas forcément France-Gabon mais aussi Gabon autres pays d'Afrique et de l'Océan Indien et du Moyen-Orient. Et encore une fois, je le fais de manière décomplexée parce qu'on n'est pas là pour faire du communautarisme déplacé. Je suis fière de voir que la majorité de leurs salariés sont des Gabonais. Donc le Gabon, indirectement et même très directement, va bénéficier des fruits de tout ça.

Economie Gabon + : Quels sont les principaux freins auxquels font face les entreprises françaises au Gabon ?

Amélia Lakrifa : La pression fiscale. Le harcèlement fiscal. C'est

un frein. Certaines entreprises françaises qui veulent s'y installer ne viennent pas parce que celles qui y sont déjà leur disent non ne vient pas sinon tu vas avoir des contrôles toutes les semaines ou tous les mois, des arrestations potentiellement sans fondement et des suspicions sans preuves et malheureusement j'en ai beaucoup qui sont venus se plaindre et à raison et c'est difficile de se faire arrêter, d'être auditionné pendant 10 heures par des militaires alors qu'on a rien fait. C'est absolument contreproductif parce qu'elles vont dire aux autres sachez que quand vous avez signé un contrat avec l'Etat gabonais, on peut revenir plusieurs années après en vous disant que le prix est trop cher et vous forcer à revoir le prix sinon vous allez à la case prison. Et c'est compliqué de convaincre des entrepreneurs français en France pour venir développer ou s'investir au Gabon alors qu'il y a tant à faire ici. Et moi j'aimerais défendre le Gabon, défendre la destination Gabon, défendre l'attractivité au Gabon, il y a tellement des belles choses à faire ici. J'ai très envie de le faire mais je ne peux pas le faire en me disant qu'ils vont être peut-être arrêtés indument parce qu'il y a une suspicion sans fondement.

Economie Gabon + : Quels conseils donnez-vous aux entrepreneurs français que vous rencontrez lors de vos différents déplacements ?

Amélia Lakrifa : De se regrouper. Et c'est ce qu'on est en train de faire. Donc faire renaître le club d'affaires des entrepreneurs français au Gabon (CEFRA). Ça, c'est la première chose, se regrouper. Que leurs voix soient portées, qu'ils s'organisent, et plus ils sont nombreux mieux ce sera. En plus moi au niveau national je pourrai les accompagner avec ce qu'on appelle la diplomatie parlementaire dont on n'en parle pas assez souvent. Quand on est député, on travaille aussi dans des groupes d'amitiés et par exemple, on a un groupe d'amitié France-Gabon et on rencontre les homologues gabonais et quand les députés gabonais viennent en France, ça me fait plaisir de les rencontrer et de discuter ensemble, de voir comment on peut faire mieux, comment on peut communiquer mieux, et comment on peut aider nos compatriotes dans les deux sens, et les Gabonais en France et les Français au Gabon. C'est important pour moi la réciprocité.

Economie Gabon + : Quel est le poids des entreprises françaises dans l'économie gabonaise ?

Amélia Lakrifa : Je n'ai pas les chiffres mais je sais qu'elles ont du poids évidemment. Je sais qu'elles sont historiquement présentes dans les secteurs variés d'activités et dans des secteurs clés comme l'énergie, comme le BTP, elles ont du poids, elles sont importantes donc encore une fois historiquement implantées.



PRES DE CHEZ VOUS,
POUR MIEUX VOUS SERVIR



CK2



PLUS DE
2.000
SALARIÉS

PLUS DE
150
MAGASINS
À TRAVERS TOUT LE TERRITOIRE

UNE OUVERTURE
À L'INTERNATIONAL
SUPERCKDO
À SAO-TOME

Interview de Monsieur **Jean-Bernard BOUMAH**, Directeur Général Exécutif de CECA GADIS

Interview réalisée par JR DJOUE DABANY



Economie Gabon+ : Monsieur BOUMAH, vous êtes le Directeur Général Exécutif de CECA GADIS. Quels enseignements pouvez-vous tirer des activités de la société en 2022 ?

Jean-Bernard BOUMAH : Après la levée des mesures restrictives prises par les autorités dans le cadre de la riposte contre le COVID-19, l'effet a été immédiat sur la fréquentation de nos points de vente, nous permettant d'enregistrer un frémissement sur nos activités. L'année 2022 a donc bien commencé malgré la survenance au mois de février de la guerre en Ukraine avec ses conséquences sur la rareté de certains produits. En effet, les passages clientèle dans nos magasins sont convenables, même si en même temps nous relevons une baisse du panier moyen d'achats.

Economie Gabon+ : Quelle est la portée à ce jour de votre politique commerciale à l'endroit de votre clientèle et des clients potentiels ? Quels sont vos produits innovants ?

Jean-Bernard BOUMAH : Notre politique commerciale reste toujours dynamique et s'attèle au déploiement le plus large de son offre. Notre mantra est bien affirmé et consacre l'abondance des produits à la portée de tous, partout dans le pays. Au-delà des produits, notre obstination est de marquer notre différence par la qualité de service à

notre clientèle.

Economie Gabon+ : Après deux années de crise sanitaire mondiale, plusieurs secteurs qui ont été lourdement impactés se sont vite remis. Est-ce le cas pour le commerce de détail – la grande distribution dont vous êtes un acteur clés au Gabon ?

Jean-Bernard BOUMAH : Les séquelles du COVID-19 n'ont pas disparu et nous n'avons pas eu de répit avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, le décrochage de l'euro par rapport au dollar Américain et le renchérissement du coût du fret. Nous tenons le coup et ce n'est donc pas si simple dans un tel contexte.

Economie Gabon+ : Quelle a été la stratégie que vous avez mise en place pour faire face à cette conjoncture au sein de la société ?

Jean-Bernard BOUMAH : La résilience et la combativité nous ont permis de résister à cette conjoncture aussi difficile. Notre plus grande force a été d'engager la transformation profonde de notre entreprise, en changeant notamment son modèle de management et en prenant des décisions stratégiques fortes.

Economie Gabon+ : Ou en est-on avec la modernisation de vos points de vente, dont certains sont appelés à passer sous l'enseigne CECADO ?

Jean-Bernard BOUMAH :

MAH : La modernisation de nos points de vente passe par l'encrage de la proximité. Nos boutiques de détail doivent être toujours plus près des consommateurs et proposer des produits de qualité aux meilleurs prix. Nos différentes enseignes se complètent, chacune à la justification de son existence où elle se trouve. Aucune enseigne ne saurait se substituer à une autre. CECADO a sa place dans son lieu d'implantation, tout comme notre enseigne historique GABOPRIX, mais aussi INTERGROS.

Economie Gabon+ : La part des Département alimentaires représente 84% du chiffre d'affaires de la société. Quelle est la stratégie commerciale du CECA-GADIS aujourd'hui face à l'arrivée d'autres géants du secteur ?

Jean-Bernard BOUMAH : Notre intérêt est de conserver et même de renforcer notre place de leader du secteur du commerce et de la distribution dans le pays. Notre professionnalisme nous permet d'évoluer dans un environnement devenu concurrentiel. Cette situation qui nous incite à la perfection et au traitement idéal de nos clients ne nous distrait ou ne nous impressionne pas.

Economie Gabon+ : Vous avez officialisé un partenariat entre vos supermarchés et l'enseigne française INTERMACHE. Quelle est la force de ce partenariat ?

Jean-Bernard BOUMAH : Cette alliance est multiforme en terme d'avantages. L'expérience d'un tel partenaire est bénéfique pour nos activités, notamment nos supermarchés, et nous en profitons à tous les niveaux pour conforter notre rôle majeur dans l'économie nationale.

Economie Gabon+ : Combien de magasins CECA-GADIS compte-t-il à ce jour ?

Jean-Bernard BOUMAH : A travers le pays, nous comptons environ 150 points de vente.

Economie Gabon+ : Trois acteurs majeurs se disputent le marché du commerce général qui pèse plus de 500 milliards de F CFA. Dites-nous qui tient le peloton et quel rang occupe CECA-GADIS dans ce classement ?

Jean-Bernard BOUMAH : Le classement dévoilé tous les ans par le Groupe Jeune Afrique place toujours notre entreprise dans le top 10, et la première place lui revient dans le secteur du commerce et de la distribution. La CECA-GADIS est un acteur économique important de notre pays, et pour illustration, elle injecte tous les mois, au titre des contributions sociales, fiscales, des règlements aux fournisseurs locaux et des salaires versés, près de 12 milliards de FCFA dans l'économie nationale.

Economie Gabon+ : La société a-t-elle des

ambitions de s'étendre dans d'autres pays de la sous-région, sinon pourquoi ?

Jean-Bernard BOUMAH : La CECA-GADIS est présente à Sao tomé depuis l'année 2012 à travers son enseigne SuperCKdo. La volonté de s'étendre dans d'autres pays n'est pas exclue, mais elle n'est pas pour le moment inscrite dans l'ordre de nos priorités.

Economie Gabon+ : Quels sont vos projets d'investissements pour 2023 ?

Jean-Bernard BOUMAH : Nous allons privilégier le renforcement et la modernisation de l'outil de travail dans nos exploitations.

Nos investissements en matière de capital humain sont aussi significatifs. Les dépenses de formation de plusieurs collaborateurs et leur intégration dans nos structures garantissent aujourd'hui le professionnalisme de nos équipes. Dans la réalité nos jeunes compatriotes occupent de plus en plus des postes stratégiques de management.

Quelques Chiffres

Date de création : 1933

Nombre de salariés : plus de 2000 (emplois directs et indirects)

CA en 2021 : 160.9 Milliards de FCFA

Partenaires : INTERMARCHE, divers autres fournisseurs étrangers et nationaux

Philippe CHANDEZON, la mémoire de l'immobilier au Gabon

Par JR DJOUE DABANY



Établi au Gabon depuis Février 1984, Philippe Chandezon s'est lancé dans la vente et la promotion immobilière en créant en Mars 1984 l'entreprise BICP (Bureau International de Conseil et de Promotion), la plus vieille des agences immobilières encore existantes au Gabon après la disparition de l'Agence Immobilière SEZALORY devenue AIL (Agence Immobilière de Libreville) et celle d'Immobilier 2000 créée par deux anciennes commerciales de l'Agence SEZALORY.



Immeuble BICP en 1986

Philippe Chandezon est un pur produit de l'École Spéciale des Travaux Publics de Paris (ESTP-Eyrolles). Sa carrière dans le bâtiment et l'immobilier a commencé en 1972 en Haute Volta, ancienne colonie de l'Afrique-Occidentale française (AOF), devenue aujourd'hui le Burkina Faso. Il n'a plus jamais quitté le continent depuis bientôt 50 ans.



El Hadj Oumarou KANAZOE

Entre 1972 et 1979, après avoir été coopérant technique et être rentré en France en traversant la Sahara en voiture pendant quatre mois, il a créé et dirigé en Haute Volta une entreprise de bâtiment et de travaux publics, la société OUMAROU KANAZOE qu'il a lui-même fondée avant de lancer le bureau d'études CETCO (Cabinet d'études techniques et de courtage). En 1980, il pose ses valises à Abidjan, en Côte d'Ivoire pour la mise en place de la Société ICP (Immobilier Conseil et Promotion). La crise économique ayant atteint son paroxysme fin 1983 (Départ de 20.000 expatriés français sur 40.000 en six mois) il décide de s'envoler pour de nouvelles aventures au Gabon.



Premier Bureau BICP en 1984

BICP réalise ses premières ventes avec la SCI Horizons, immeuble en construction sur la voie Triomphale face à Mbolo, puis l'immeuble INDÉPENDANCE 76, construit par la société DUMEZ en Bord de mer près de la Présidence de la République dont Philippe Chandezon obtiendra la commercialisation exclusive et dont il vendra les 55 appartements en moins de 18 mois.



Immeuble DUMEZ en 1985

Parallèlement il réalisera des lotissements à Akournam et à Nomba Domaines (Ancienne base RAZEL) pour fournir des terrains en titres fonciers. Impossible aujourd'hui de circuler dans les quartiers de Libreville sans tomber sur l'une des constructions portant l'estampille BICP.

Alors que le marché gabonais est en inadéquation avec les budgets réduits des accédants y compris l'épineux problème de l'obtention du titre foncier, Philippe Chandezon va œuvrer pour créer les stocks (qui n'existaient pas) afin d'aider le gouvernement à mettre en place la législation permettant de faciliter l'accès à la propriété pour les Gabonais.



Construction de villas jumelées à Tahiti (1990)

Fort de son expérience et de sa connaissance du marché de l'immobilier, Philippe Chandezon sera désigné Vice-Président Fondateur de l'AGPI (Association Gabonaise des Promoteurs Immobiliers) en 1992 et va contribuer fortement en 1993 à la mise en place du Code des Investissements Immobiliers du Gabon et du CRH (Compte de Refinancement de l'Habitat). Il réalise également le « Guide de l'Immobilier et de l'Habitat au Gabon », paru début 1994.



Bail à construction à Batterie IV (1992)

De longs mois de négociations, de procédures et d'investissements ont permis à BICP de réaliser deux lotissements dans la zone d'Angondjé : Les Hauts et les Bas d'Angondjé, d'autres projets sont en cours mais restent encore bloqués par les procédures administratives d'attribution de parcelles et des titres fonciers qui restent interminables et la squattérification des parcelles même après l'obtention des titres fonciers à laquelle se heurte encore BICP malgré de longues procédures judiciaires qui aboutissent rarement.

LOTISSEMENT LES HAUTS D'ANGONDJÉ



Site des "Hauts d'Angondjé" en 1993



Villa témoin, Les Hauts d'Angondjé



Lotissement Les Hauts d'Angondjé en 2010



Lotissement Les Hauts d'Angondjé en 2018

LOTISSEMENT LES BAS D'ANGONDJÉ



Lotissement Les Bas d'Angondjé en 2012



Lotissement Les Bas d'Angondjé en 2014



Lotissement Les Bas d'Angondjé en 2015

D'un naturel discret, Philippe Chan-dezon a été pourtant la cheville ouvrière de nombreux projets de construction dans les zones d'Angondjé à la demande du défunt chef de l'État Omar Bongo. Par sa force sur l'échiquier économique national, il est devenu, au fil des années, le partenaire incontournable de l'État dans le secteur de l'immobilier. Il a même importé en 1990 la franchise « Agences No1 » au Gabon pour y transférer tout le portefeuille de gestion et de syndic engrangé dans BICP depuis sa création et se consacrer principalement à la vente et à la promotion.

génieur en TP, qui a su construire un portefeuille client, scellant de fait sa notoriété au niveau national.



Il préside également l'AGAI (Association Gabonaise des Agences immobilières) créée pour répondre aux directives de la loi N°0006/2017 réglementant la profession d'agent immobilier au Gabon.

Son expérience lui a valu d'ailleurs des distinctions hors des frontières du Gabon notamment à Madrid où il a obtenu en 1993 le Trophée de la construction pour le Gabon qu'il représentait et celui de l'innovation également à Bruxelles en 1998.

En 2000 il procède à la rénovation de l'immeuble qui abrite ses bureaux qui devient pour tout le monde l'im-

meuble BICP

Philippe a également exercé les fonctions de Consul Honoraire du Burkina Faso au Gabon de 1997 à 2011. Il a été le coordinateur CEMAC de Focus Management (Groupe d'Experts) et de Membre du Conseil d'Administration de l'Observatoire de l'Afrique. Membre du CEPS (Centre d'Études et de Prospective Stratégique) et Président du CEPS Gabon et l'initiateur avec l'UNESCO d'un programme de formation de 100.000 jeunes aux métiers de l'informatique (TMG Burkina), Il est également Administrateur du groupe informatique SAHELYS (Gabon-Burkina-Sénégal).

Depuis 10 ans, il a fondé ECONOMIE GABON+, un magazine économique mensuel gratuit dédié aux acteurs de l'économie et de la finance.



Résidence Heliopolis à Batterie IV



Résidence Equateur à Louis



Madame Christine LAGARDE en 2010 à Nice



BICP se positionne aujourd'hui comme le leader du Conseil immobilier au Gabon. Cette entreprise s'est forgée une notoriété dans l'expertise immobilière et foncière grâce à une gestion des projets menée par cet in-



Immeuble BICP en 2000



Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA,

Directeur Général de la Société Gabonaise d'Entreposage de Produits Pétroliers
«La SGEPP couvre 65% des besoins du pays en produits blancs et 90% en gaz butane.»

Interview réalisée par JR DJOUE DABANY



Economie Gabon + : Merci de vous présenter à nos quelques 30 000 lecteurs. Acceptez-vous de nous parler de la SGEPP, la société dont vous avez la charge de diriger depuis avril 2021 ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : Je suis ravi de vous présenter la Société Gabonaise d'entreposage de produits pétroliers (SGEPP) qui a fêté, cette année, ses 55 ans d'existence. Je suis Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA, actuel Directeur Général de la Société Gabonaise d'Entreposage de Produits Pétroliers, ancien Conseiller du Ministre en charge de l'Economie,

ancien vice-président de la Commission Nationale des Prix de Produits Pétroliers et ancien Administrateur de la SGEPP. Depuis le 07 avril 2021, les plus hautes Autorités de la République en tête desquelles Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat, m'a fait l'honneur de continuer d'être au service de notre pays, à la tête d'une Direction Générale sensible du secteur de l'aval pétrolier et stratégique de notre économie, la SGEPP. Pour ce privilège insigne qui m'est accordé, je voudrais lui réexprimer ma profonde reconnaissance et adresser mes remerciements renouvelés à Ma-

dame le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA et à Monsieur le Ministre en charge des Hydrocarbures, Vincent de Paul MASSASSA. Une nomination qui intervient dans un contexte marqué par la mise en place du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) de notre pays dans lequel l'augmentation des capacités de stockage et l'approvisionnement continu du territoire en produits pétroliers constituent des actions prioritaires.

Economie Gabon + : Est-ce que vous pouvez nous décrire la vision stratégique de la SGEPP ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : Le contexte social et économique est marqué par la mise en place du Plan d'Accélération de la Transformation de notre pays. Aussi nous nous inscrivons dans cette logique à travers la mise en conformité de nos installations, le renforcement de nos capacités opérationnelles, une meilleure gestion de nos ressources humaines et la mise en place d'un système de management par la qualité, qui constituent des chantiers prioritaires.

Economie Gabon + : Ces dernières semaines, nous avons constaté de pénuries récurrentes de gasoil et d'essence dans les stations – services. Qu'est-ce que cela explique ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : L'approvisionnement du pays se fait via deux dépôts principaux à savoir : SGEPP Owendo et OLA Port-Gentil.

- Le dépôt SGEPP Owendo stocke tous les produits. Il approvisionne la province de l'Estuaire et son dépôt secondaire de Moanda. Ce dernier qui ne stocke que l'essence, le gasoil et le pétrole lampant pour approvisionner les provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo. Son centre emplisseur gaz butane d'Owendo quant à lui, approvisionne en gaz butane, tout le territoire national en dehors de Port Gentil et de ses environs.

- Le dépôt OLA POG approvisionne l'Ogooué-Maritime et ses environs ainsi que les dépôts secondaires, via le fleuve, de TotalEnergies

Marketing de Lambaréné (produits gasoil et pétrole lampant) et de OLA Ndjolé (essence, gasoil, pétrole lampant). Les deux centres emplisseurs de gaz butane de Port Gentil (Vivo Energy et Pétro-Gabon) approvisionnent la ville de Port Gentil et ses environs.

- Le dépôt Total Lambaréné approvisionne les provinces du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et de la Nyanga (en gasoil et pétrole lampant).

- Le dépôt OLA Ndjolé approvisionne Ndjolé, les provinces du Woleu-Ntem et de l'Ogooué-Ivindo mais également le sud en essence.

Pour ce qui est des pénuries constatées, on peut relever en effet, que certaines stations-services n'ont pas été approvisionnées dans les délais requis. Cela est dû aux retards observés à l'arrivée des navires qui approvisionnent le dépôt SGEPP. Ces retards d'approvisionnement surviennent, malgré les efforts consentis chaque jour par SOGARA et SGEPP, pour programmer l'arrivée des navires avant l'épuisement des stocks disponibles. Bien que les raisons de ces retards ne relèvent pas de la SGEPP, dont le rôle principal est d'assurer l'entreposage des produits pétroliers qui lui sont confiés pour le compte des marketeurs, je puis vous rassurer que tout a été mis en œuvre par l'ensemble des acteurs de la profession, sous le contrôle des Administrations de tutelle pour pallier d'éventuelles ruptures de stock dans les stations-services et chez les industriels dans les jours, semaines, et mois à venir.

Economie Gabon +

: Qu'en est-il aujourd'hui de la capacité de la SGEPP à couvrir les besoins du marché local, en chiffre, comment cela se traduit (en pourcentage ou CA) ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : Les capacités de stockage actuelles permettent de satisfaire aisément la demande du marché national en produits pétroliers. La SGEPP couvre 65% des besoins du pays en produits blancs et 90% en gaz butane. A titre d'exemple : la consommation mensuelle en Gas-Oil est 32 000 M3 et 10 000 M3 en Essence sans Plomb. Pour des raisons de sécurité, nous commandons 40 000 M3 en Gasoil et 12 000 M3 en Essence.

Toutefois, cela n'empêche pas de réfléchir sur l'augmentation des capacités de stockage pour davantage sécuriser l'approvisionnement de notre pays en produits pétroliers.

Economie Gabon + : Quelle est la part à ce jour de carburant importé par le Gabon et celle raffinée par SOGARA ? De quels pays proviennent les ravitaillements du Gabon ? Ces produits sont-ils contrôlés à l'arrivée par une institution ou un laboratoire ? Qui donne le quitus pour leur commercialisation ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : SOGARA a pour mission de satisfaire la demande du marché national en produits pétroliers.

Analyse macro des profils produits finis 1er semestre 2022

	TOTAL TM	%import	% production
BUTANE	24 272,946	65,9	34,1
ESSENCE	48 298,065	25,8	74,2
JET A1	3 871,433	21,6	78,4
GASOIL	242 845,372	41,3	58,7

Source (SOGARA)

Ces produits subissent le double contrôle des laboratoires de la SOGARA et de l'Administration via la Direction Générale des Etudes et Laboratoire du Ministère en charge des Hydrocarbures.

C'est la Direction Générale des Hydrocarbures qui donne quitus pour la commercialisation des produits pétroliers.

Pour ce faire, selon les performances de sa raffinerie, ou selon les arrêts de maintenance planifiés ou non, elle fait recours aux importations de produits pétroliers dans le respect des qualités fixées par les spécifications administratives en vigueur dans notre pays. Les parts de carburant importé varient selon les cas.

Je précise à nouveau que les importations de produits pétroliers sont du ressort de la SOGARA. Pour ce faire, SOGARA est en partenariat avec des fournisseurs qui, soit disposent de navires contenant des produits dans la sous-région en attente d'être commandés, soit disposent de navires pouvant s'approvisionner auprès des raffineries les plus proches de notre pays. Les options retenues par SOGARA dépendent des délais d'approvisionnement souhaités pour éviter les ruptures de stocks au dépôt SGEPP d'Owendo.

Les ravitaillements extérieurs du Gabon sont effectués via appel d'offres auprès de « traders » qui positionnent leurs navires de produits finis au large de Lomé pour des raisons d'avantages fiscaux.

Ces produits subissent le double contrôle des laboratoires de la SOGARA et de l'Administration via la Direction Générale des Etudes et Laboratoire du Ministère en charge des Hydrocarbures.

C'est la Direction Générale des Hydrocarbures qui donne quitus pour la commercialisation des produits pétroliers.

Economie Gabon + : Quel regard portez-vous sur le marché des hydrocarbures au Gabon et au niveau régional ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : Au Gabon, dans un contexte de croissance démographique et d'augmentation de la demande énergétique, nous notons qu'il y a plus d'opportunités que de défis dans le secteur des hydrocarbures. Les opportunités de croissance économiques, sont en lien avec la politique Gouvernementale impulsée par le Plan d'Accélération de la Transformation de l'Economie (PAT) qui couvre l'ensemble des axes de développement du secteur des hydrocarbures au Gabon (exploration, raffinage, stockage et distribution). La disponibilité des produits sur l'ensemble du territoire, l'essor démographique, l'industrialisation, l'urbanisation et l'émergence d'une classe moyenne sont les facteurs pris en compte.

Outre le pétrole brut, objet des plus grandes attentions, il y a le gaz naturel qui interviendra prochainement dans la production de l'électricité et le fonctionnement de certaines industries et la consommation domestique. Mais l'Afrique, qui assure 12% de la production pétrolière mondiale, dépend des importations pour couvrir ses besoins en produits pétroliers, estimés à 4% de la consommation mondiale.

Economie Gabon + : L'année 2022 est presque terminée, quels enseignements pouvez-vous tirer des activités de la SGEPP ? Comment vous vous préparez pour 2023 ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : Bien qu'ayant évolué dans un contexte marqué par la levée progressive des mesures de lutte contre la COVID 19, nous avons observé au titre de l'année 2022 :

- Une progression de 14% de sorties des produits blancs (essence, gasoil, Jet A1 et pétrole lampant), et une hausse de 13% sur le gasoil sur l'ensemble des passages produits blancs ;

- Une croissance de sortie de bouteilles de gaz qui passe en moyenne de 8000 bouteilles à mi-août 2021 à près de 14 000 bouteilles en moyenne par jour depuis septembre 2021 et près de 20 000 bouteilles depuis juillet 2022 ;

- Concernant notre dépôt de Moanda, nous constatons une hausse des volumes d'en moyenne 16,5% pour l'ensemble des produits.

Toute chose qui nous a conduit à réaliser un chiffre d'affaire en croissance de 13% pour les produits blancs Owendo, 80% des activités GPL et 7% des activités aux dépôts Moanda, lié essentiellement à la modernisation de l'outil de production.

Les mesures de restructuration prise dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail de nos collaborateurs, associées à la réalisation des projets d'investissements structurants devraient permettre à la SGEPP d'être plus compétitive en 2023.

Economie Gabon + : Parlez-nous des investissements structurants réalisés ou en cours de réalisation ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : Nous avons réalisé plusieurs projets au cours de cette année qui participent entre autre à :

- a) l'amélioration des conditions de travail de nos collaborateurs ;
- b) la mise en conformité et sé-

curisation des installations ;
c) renforcement des capacités l'outil de production.

S'agissant de l'amélioration des conditions de travail de nos collaborateurs, un accent particulier a été mis, notamment sur le renforcement des compétences, la prise en compte d'un meilleur environnement de travail avec la construction de nouveaux bâtiments administratifs (Owendo et Moanda) ainsi que le renouvellement des équipements.

Pour ce qui est de la mise en conformité et la sécurisation des installations de nos dépôts, nous avons procédé à certains travaux dont la requalification des réservoirs de stockage GPL, l'installation des DCMT4 dernière génération (système de mise à la terre) au niveau des postes de chargement Camion citernes, les travaux de maintenance des installations par un programme de lutte anticorrosion, la mise à niveau des installations électriques, à l'acquisition des panneaux d'identification et de suivi des mouvements Camions au Poste de chargement camion - citerne au centre d'emplissage dans le cadre de l'automatisation de la gestion et de l'exploitation, au renforcement de l'éclairage des différents sites et au lancement des études pour la modernisation de notre système de défense contre l'incendie.

Quant au renforcement des capacités de l'outil de production, nous avons pour projet la construction d'une sphère de stockage GPL de 4000 m3 sous talus à Owendo, par un financement de l'Etat, le revamping du centre d'emplissage gaz qui nous permet d'augmenter le nombre de sortie de bouteilles de gaz, l'acquisition d'isocenters et de mini centres emplisseurs pour le dépôt de Moanda. Ce sont autant de chantiers exhaustifs que nous avons débutés et fait aboutir depuis notre prise de fonction.

EFFECTIF DE LA SGEPP

La SGEPP compte un effectif global de 144 employés dont 23 % sont des femmes. Dans ce milieu majoritairement masculin, les femmes occupent certains postes de responsabilité dont la déclinaison est la suivante :

- 1 femme DRH ;
- 1 femme Chef de dépôt GPL ;
- 4 femmes Chef de département ;
- 1 femme responsable du volet juridique ;
- 1 femme responsable de la communication ;
- 2 femmes chef de service ;
- 1 femme chef de cours et du laboratoire.

Cette déclinaison en termes de responsabilité des femmes au sein de notre entreprise que nous souhaitons crescendo s'inscrit dans le cadre de la politique des plus Hautes Autorités.

Economie Gabon + : Quels sont vos partenaires financiers, techniques dans les projets à réaliser ? Quel est l'engagement de l'Etat ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : La SGEPP est une société anonyme avec un Conseil d'Administration. Nos partenaires financiers sont d'abord nos actionnaires. La SGEPP étant un maillon essentiel de du schéma logistique d'approvisionnement du pays en produits pétroliers, il va de soi que l'Etat ait un regard particulier sur son activité. Son engagement se traduit par son accompagnement notamment sur les projets d'accroissement de nos capacités de stockage tels que la construction d'un réservoir sphérique GPL d'une capacité de 4000 m3.

Ensuite dans la réalisation de nos projets structurants, nous sommes accompagnés par les établissements bancaires de la place, selon l'enjeu.

Enfin, au plan technique, la SGEPP sollicite, au niveau international, des avis auprès des majors du secteur aval. Elle a récemment adhéré à l'Association des Raffineurs et Distributeurs Africains (ARDA), un organisme qui regroupe l'ensemble des acteurs de l'aval pétrolier.

Economie Gabon + : Quelles sont les innovations 2022 et pour les prochaines années en termes de modernisation, de production ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : Deux innovations majeures :

- Depuis mai 2022, la SGEPP est passée du statut de dépôt à celui d'Entrepôt Spécial d'Hydrocarbures ;

- l'automatisation de notre système de gestion d'exploitation (AGEX) de nos entrepôts. Nous sommes à l'ère du numérique,

nous allons tout doucement vers la dématérialisation de la chaîne logistique d'approvisionnement en collaboration avec nos partenaires et la mise en place de la gestion électronique des données (GED).

Economie Gabon + : Quels sont les enjeux de la QHSE, de la RSE pour une société comme la SGEPP ? Et comment menez-vous vos activités de la protection de l'environnement et de la RSE dans vos différents champs d'activités ?

Félix Andy MAKINDEY NZE-NGUEMA : Les enjeux de la QHSE et de la RSE pour la SGEPP sont intégrés dans sa charte de valeurs lesquelles sont : la sécurité, la responsabilité, l'expertise, l'engagement et l'esprit d'équipe. Cette charte de valeurs intègre le social et le développement durable pilier de la stratégie développer dans le Code de l'environnement.

Par ailleurs, nous sommes dans une démarche de management par la qualité avec le projet de normalisation et de certification Iso 9001, 14001, 45001. Dans cette démarche, nous nous faisons accompagner par l'Agence Gabonaise de Normalisation (AGANOR).

Dans le cadre de nos activités, nous communiquons les informations sur les dangers associés aux produits que nous stockons pour aider les distributeurs, les transporteurs et autre à manipuler de façon responsable les produits que nous entreposons afin de préserver la santé et l'environnement.

Enfin dans le cadre de la protection de l'environnement, nous avons élaboré des plans d'actions en vue d'améliorer les conditions de sécurité et de travail dans nos entrepôts.



JDS EST UNE HOLDING GABONAISE CONSTITUÉE DE TREIZE (13) SOCIÉTÉS AUX ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES, PRÊTES À VOUS ACCOMPAGNER DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DE VOS PROJETS :



JDS HOLDING

4ème étage Immeuble Ochidia, Avenue de Cointet - RCCM RG LBV 2016 A37501
NIF 290223P - B.P. 14137 Libreville - Tél : 00 241 060 126 924 / 074 439 737

Site internet : www.jdsholding.com
Mail : info@jdsholding.com



"Je ne veux pas être milliardaire. Je ne veux pas être milliardaire du tout. Ce qui m'a toujours animé c'est de faire quelque chose qui me passionne"

Interview de Monsieur **LANDRY NZE ESSAME** PDG de JDS HOLDING

Interview réalisée par Marc Remy ISSANDRE

Economie Gabon+ : Il y a quelques temps, votre Groupe a tenu une Convention dans un contexte marqué par la redynamisation de ses activités. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Landry NZE ESSAME : Nous avons organisé une Convention au Prytanée Militaire de Libreville, dans le cadre d'un programme de commerce par intermédiation organisé par l'une de nos entreprises, JDS Technologies.

JDS Technologies propose à ses clients de devenir partenaires, en achetant des stocks de matériels, qu'il revend ensuite en leur lieu et place.

C'est ce programme-là qui nous a permis de survivre à la pandémie du Covid 19.

Il faut dire que cette pandémie a entraîné un surendettement très important.

Nous n'avions pas d'autre choix que de trouver des moyens de financer nos activités, car les banques ne nous ont pas suivi au départ, n'étant pas une grande entreprise connue. Nous ne leur paraissions ni solvables ni bancables.

Nous avons alors profité d'un marché avec la Banque Mondiale, dans le cadre d'un projet d'appui à une ONG. Figurez-vous que les banques nous ont refusé tout crédit pour le financer, bien que le Projet émane d'une Organisation Internationale de cette envergure...

Nous avons alors compris que nous devrions nous débrouiller nous-mêmes. C'est de là qu'est venue notre décision de nous tourner vers l'intermédiation commerciale, afin que d'autres fassent en nos lieu et place, et que nous revendions les stocks moyennant le versement d'une commission.

Ce projet a parfaitement fonctionné, au point d'être victime de son succès.

JDS a par conséquent pu survivre, et avec les gains obtenus, nous avons pu créer d'autres entités, au point de compter aujourd'hui 13 entreprises dans notre Groupe. Ce programme s'achève en décembre 2022.

En substance, cette Convention était le cadre d'une rencontre avec toutes les parties prenantes, pour un point d'étape à faire, les perspectives raisonnables à envisager, et les améliorations et autres innovations à mettre en œuvre.

Economie Gabon+ : Vous semblez placer votre Holding sous le prisme de la renaissance des fonts baptismaux. Quel est votre Projet Industriel ?

Landry NZE ESSAME : Notre Projet Industriel repose sur la volonté pour nous gabonais, de jouer un rôle dans le développement économique de notre pays, notamment en investissant dans les secteurs-clés que sont l'Agriculture, l'Industrie Forestière, le BTP et la Vente grand public.

Des entreprises ont donc été créées autour de ces 4 grands axes, en projetant d'ici 2025, un chiffre d'affaires de 10

milliards pour l'ensemble des entreprises du Groupe.

IL FAUT ÊTRE BIEN PRESENT AVEC LA RELANCE.

Economie Gabon+ : Au regard du nouvel écosystème économique et géostratégique qu'affronte le Monde en général, et la Zone CEMAC-CEEAC singulièrement, quelles actions pouvez-vous mettre en œuvre pour conforter et consolider vos acquis ?



Landry NZE ESSAME : LA FEDERATION. L'UNION DES FORCES. TRAVAILLER ENSEMBLE.

Dans le contexte actuel, il est impossible d'escompter réussir seul, ou au travers d'un unique secteur d'activités. Notre objectif est de surfer sur cette vague qui nous conduit à réunir les synergies, permettant l'atteinte de nos objectifs.

Nous sommes donc partis de ce Projet d'intermédiation dont les commissions, obtenues, ont permis la création d'un cadre de prospérité partagée, entre les structures, les salariés qui les composent, et par extension certains Projets communautaires ciblés.

Economie Gabon+ : Quelles sont vos

perspectives de croissance ?

Etes-vous satisfait des grands équilibres macroéconomiques de votre Holding ?

Landry NZE ESSAME : Si j'étais satisfait, j'aurais déjà pris ma retraite.

Beaucoup reste à faire. Enormément d'actions à entreprendre. En fait, et j'aime à le dire, nous sommes à nos 1ers pas.

Un bébé ne saurait être un adulte.

Notre Groupe est jeune. Bien que nos

car en réalité on n'invente pas la roue.

Des personnes illustres nous ont servi de modèles : DANGOTE, TONY ELUMELU. Ils nous ont montré comment ça se passe, comment faire...

Il m'a été dit un jour "on ne peut pas suivre plusieurs lièvres à la fois"... et j'ai répondu que cela était possible, et qu'il suffisait de s'entourer de bonnes personnes, qui allaient chacune poursuivre un lièvre à la fois...

Pas besoin de me positionner pour gérer 13 structures. Il me suffit de mettre en place des équipes appropriées et dynamiques, et à partir de là, évoluer dans des secteurs porteurs et à forte valeur ajoutée.

A titre d'exemple, dans le domaine de l'exploitation forestière, nous sommes la seule société gabonaise dans ce secteur et qui s'y positionne véritablement et durablement.

Nous voulons donner des perspectives aux jeunes. Des raisons d'y croire. Des raisons d'entreprendre.

Nous n'avons rien contre les chinois, les français et les autres qui sont les bien-venus. Mais il nous semble important de prendre toute notre part dans le processus de développement économique, aux côtés et avec l'aide de nos aînés.

Economie Gabon+ : Votre Holding regroupe plus d'une dizaine de sociétés, aux activités diversifiées.

Existe-il un dénominateur commun entre-elles ?

Landry NZE ESSAME : LA VISION !

Je vais vous raconter une anecdote ; lorsqu'en 2016 j'ai créé la 1ère entreprise un ami m'a posé la question de savoir comment j'allais l'appeler.

Deux ressorts ont commandé le choix du nom :

- Mon désir de jouer un rôle dans le développement économique de mon pays que j'aime, en étant un modèle pour nos jeunes frères, alors que j'avais passé 10 ans au chômage.

Je me suis alors dit qu'en créant cette entreprise, j'apporterai de l'espoir à ces jeunes qui affrontent nombre de difficultés.

- Mon ambition de léguer à nos enfants, plus qu'une maison, plus qu'une pension, mais un ACTIF qui irait de génération en génération.

J'ai donc choisi d'impacter la jeunesse. 95% de nos employés ont moins de 30 ans.

Nul besoin d'être dans une posture de victimisation permanente par rapport à la société.

A l'ère du numérique, plus besoin de tel ou tel autre pour réussir.

Aujourd'hui les opportunités sont nombreuses tant au Gabon qu'en Afrique.

D'ici 10 à 20 ans, nous serons plus loin que ceux qui étaient avant les premiers.

La Parole "les 1ers seront les derniers" aura alors tout son sens.

Economie Gabon+ : Pouvez-vous nous dire si votre modèle économique et industriel est novateur ?

Landry NZE ESSAME : Oui et non,

Economie Gabon+ : Le phénomène des Groupes de sociétés est complexe, et assez fondamentalement méconnu ou mal connu dans le microcosme de la Zone CEMAC-CEEAC, d'un point de vue de structuration interne ; les participations dans votre Holding sont-elles croisées ?

Landry NZE ESSAME : Les participations ne sont pas croisées. La Holding est au contrôle de 100% de toutes les entreprises du Groupe.

Economie Gabon+ : La création d'une Holding aussi diversifiée en termes d'activités, a-t-elle nécessité des apports financiers importants ?

Landry NZE ESSAME : Bien entendu, l'argent appelle l'argent. Les Banques doivent le comprendre. Les canevas et les procédures qu'elles mettent en place, ne doivent pas être préjudiciables au développement écono-

mique.

Se poser la question de savoir si on ne protège pas trop l'argent au point de le rendre peu ou pas suffisamment utile, dans le concert du développement économique, et en faire une protection finalement contre-productive, est indispensable.

Nous n'avons pas du tout été accompagnés par les banques, qu'il s'agisse de la ferme, des BTP, ou de l'exploitation forestière.

Notre retour sur investissement moyen, était pourtant de 6 mois...

Cela étant dit, JDS est disposé à travailler avec les Institutions Bancaires, notamment pour nos Projets dans le domaine de l'Agriculture et de l'Agro-Industrie.

Economie Gabon+ : Ce modèle de développement s'inscrit généralement dans le cadre d'un grand dessein.

Quel est votre grand dessein pour votre Holding ? Quels sont vos ambitions ?

Landry NZE ESSAME : LA POSTERITE

Je ne veux pas être milliardaire. Je ne veux pas être milliardaire du tout.

Ce qui m'a toujours animé c'est de faire quelque chose qui me passionne.

L'argent n'a jamais été ni une ambition, ni une finalité.

La finalité c'est donner du sens aux actions que je mène en apportant à la communauté ce que nous avons de meilleur. **IL Y A DES OPPORTUNITES PARTOUT DANS CE PAYS.**

Economie Gabon+ : Que voulez-vous faire de JDS HOLDING dans 10 ans ?

Landry NZE ESSAME : que cette holding soit une référence, un modèle, un exemple qui pourra inspirer d'autres et notamment la jeunesse.

Que dans 20-25 ans la holding soit toujours là et que l'on puisse dire qu'elle a été bâtie par telle personne, qui est

passée par là.

Quelle nous survive.

J'ai à l'esprit le défunt FOSTO victor ou kadji DEFOSSO. On a toujours à l'esprit leurs œuvres, en pensant aux brasseries et autres industries qui leur survivent. Dans l'entreprise qui est au final un sacerdoce, il y a souvent un dessein derrière.

C'est pour moi, humblement, l'occasion de LANCER UN APPEL AUX DECIDEURS, ET A L'ETAT : SOUTENIR L'ENTREPREUNARIAT, TOUJOURS PLUS ET ENCORE PLUS...

C'EST LUI LE MEILLEUR ALLIÉ. LE CREATEUR DE RICHESSES. LA PROSPERITE DU PAYS EN DEPEND.

Automobile : innover pour exister ?

Jadis dominé par des marques de véhicules neufs, le secteur de l'automobile au Gabon a vu l'arrivée ces dernières années des véhicules d'occasion relativement moins chers, dopant la croissance d'une industrie qui se réinvente pour se maintenir.

Par JR DJOUE DABANY

Au Gabon, la concurrence est très rude entre concessionnaires. Alors que le marché de l'automobile est très étroit, les importateurs indépendants proposant des véhicules à bas coûts, tentent de s'imposer sur un marché autrefois dominé par du neuf. Pour faire face à l'évolution des usages, les importateurs des véhicules neufs misent eux sur d'autres services plus innovants.

L'exclusivité de certaines marques (environ 90% des parts du marché) a depuis toujours été détenue par les groupes SOGAFRIC avec ses filiales Gesparc, Sodim TP, TOYOTA et CFAO Motors. Ces deux concessionnaires distribuent environ 13 marques (Toyota, Isuzu et Renault pour SOGAFRIC), soit environ 50% des parts de marché et 40% pour CFAO qui détient 3 licences pour la commercialisation des marques Mitsubishi, Nissan et Peugeot. Les 10% restants se partagent entre les autres concessionnaires comme SHO Gabon.

L'arrivée des opérateurs indépendants vendant des véhicules d'occasion appelés « occasions belges » a rendu le marché de l'automobile accessible à tous, obligeant les grands groupes à se réinventer. Au Gabon, une voiture neuve est vendue entre 10 et 32 millions F CFA. L'an dernier, CFAO Motors a même dû proposer des offres promotionnelles, plus agressives pour attirer des jeunes cadres. « Nous avons vendu des véhicules petit modèle neufs à 6 millions F CFA. Elle se vendaient bien, jusqu'à ce qu'un concessionnaire indépendant fasse venir les mêmes véhicules pour les commercialiser à 5 millions. Avec ça, vous voulez qu'on fasse quoi ? », explique un cadre de CFAO Motors sous couvert d'anonymat.

Depuis deux ans, ce concessionnaire n'a

plus importé des véhicules. Son parc automobile ne compte plus que 8 voitures contre 30 auparavant, en bonne partie des véhicules européens haut de gamme comme la luxueuse et impressionnante Peugeot 3008, vendue à 30 millions de F CFA. Le même véhicule de fabrication récente, importé de manière informelle de l'Europe est revendu chez un opérateur indépendant à 12 millions F CFA. « A cette allure, nous sommes contraints de nous réinventer. On pense qu'il y a une volonté manifeste d'introduire des voitures haut de gamme pour concurrencer les grands groupes », regrette une autre source au sein du groupe.

Au cours des ces dernières années, confie un professionnel du secteur, des groupes comme Gesparc se sont tournés vers des cadres moyens du secteur privé pour leur proposer des véhicules via des crédits bancaires. En 2023, les ventes des véhicules neufs devraient connaître une hausse grâce aux commandes de l'Etat liées aux élections présidentielles. Mais les importateurs comptent surtout sur leurs traditionnels clients qui sont en général des entreprises des secteurs miniers, de l'agro-industrie, du pétrole, de l'immobilier, etc.

D'après le ministère de l'économie, au total 2505 véhicules neufs ont été vendus en 2021 contre 2563 en 2020, soit un recul de 8,4%. Cette contraction est due à la pandémie du Covid19 qui avait contraint les opérateurs du secteur à suspendre les importations de véhicules. En revanche, le commerce des véhicules industriels a connu durant la même période une augmentation de son chiffre d'affaires de près de 7 milliards de F CFA, grâce en partie à l'achat d'engins dans le secteur minier, explique le ministère de l'économie et de la statistique.

Even'Jet
Tout pour la fête !

Jouets Personnalisation Candy Bar Cadeaux Location Décoration Ballons

TOUT POUR LA FETE ET A TOUS LES PRIX !

evenjetbycoco evenjetbycoco_lbv evenjetbycoco

Montagne Sainte Ouvert du Lundi au Samedi / 9h-18h

+241 77. 00. 38.38 / 011 74. 47. 07

evenjetbycoco@hotmail.com



BOLLORE
TRANSPORT & LOGISTICS

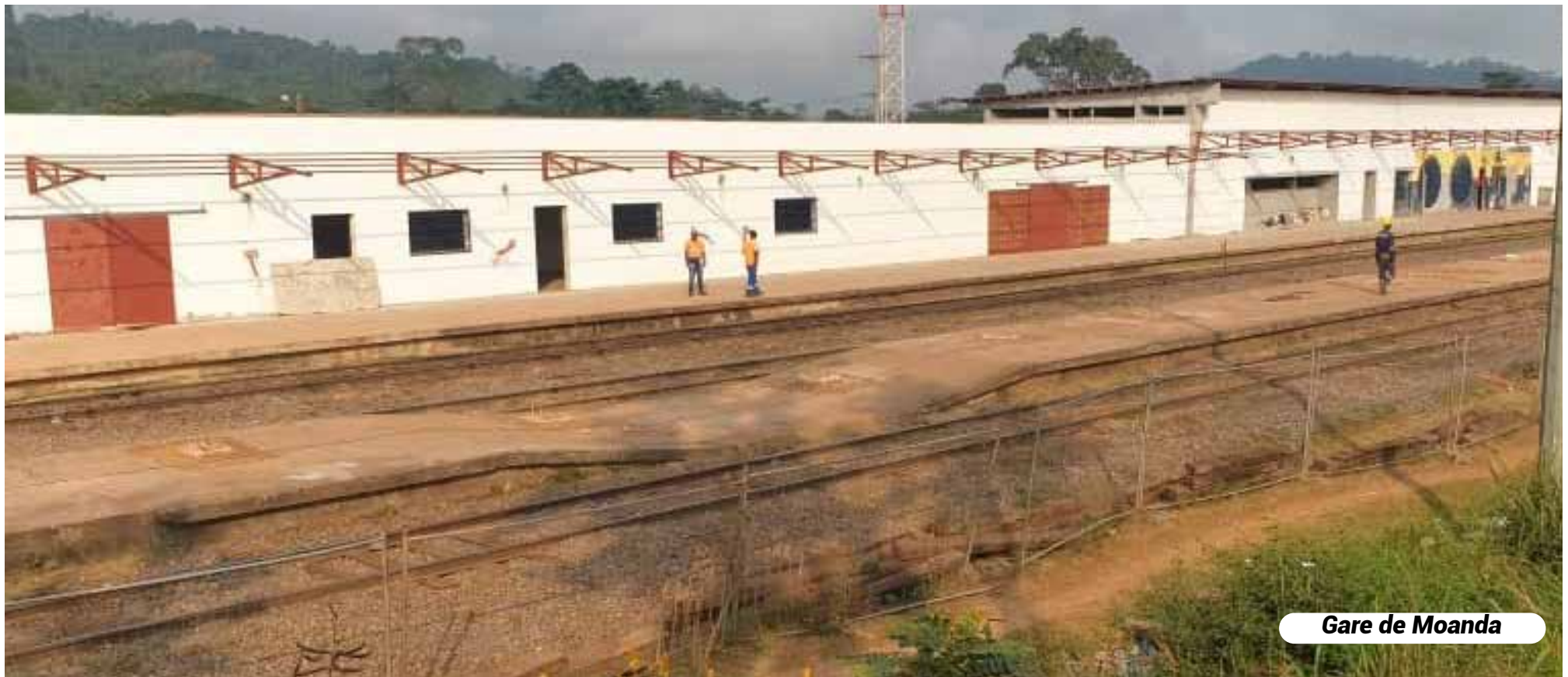
Je conjugue efficacité et durabilité.

NICOLAS KOUASSI
CONDUCTEUR D'ENGIN, FORMATEUR

MOBILISER *plus* POUR FAIRE FACE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Grâce à des pratiques vertueuses et par l'innovation, Bolloré Transport & Logistics se mobilise pour préserver l'environnement. Des solutions sont mises en place pour réduire l'impact de nos activités. Nous sommes engagés dans des démarches de certifications pointues, à l'image du Green Terminal déployé sur tous nos terminaux portuaires.

NOUS FAISONS BIEN *plus* QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE



Gare de Moanda

SETRAG: CONSTRUCTION DES GARES DE MOANDA ET LASTOURSVILLE

Par Rayanne Marc Isaac

Des travaux d'entreprise générale, tout corps de métiers, comprenant des guichets de ventes, des bureaux, des salles d'attente VIP, des postes de police ferroviaire, des lieux de prière, des restaurants, des parkings et des espaces modernes de communication sont quelques-uns des must exécutés notamment, par les meilleures entreprises du bâtiment, dans la réalisation de ces édifices.

L'impact social de ces chantiers permettra à près de 200 ouvriers, recrutés localement, de pouvoir s'approprier les normes de sécurité, ainsi que les techniques et procédés de fabrication et d'exécution, des plus modernes.

En tout état de cause, la construction des nouvelles gares de Moanda et de Lastoursville, dont la Setrag est le maître d'ouvrage, s'imposait comme une nécessité, au regard de l'intense activité économique et industrielle de ces villes.

Elle permettra à des milliers de voyageurs d'effectuer les formalités de préparation de leurs voyages, et de profiter des attentes de trains, dans des conditions de sécurité et de modernité, respectueuses des standards actuels.

Le réseau ferroviaire gabonais se modernise donc et s'étoffe. Ces nouvelles infrastructures de transport, s'avèrent vitales pour ces populations rurales, désireuses de transporter leurs marchandises et autres productions.

A Lastoursville comme à Moanda, la nouvelle Direction Générale de la Setrag, entend véritablement améliorer les conditions de vie et de transport des populations et des usagers.

La communication n'est pas en reste ; panneaux d'annonces de trains à l'arrivée et au départ, salles d'attente VIP aux commodités multiples, font partie des innovations permettant de répondre aux attentes ; sans oublier les foyers modernes, destinés au repos des cheminots.

Il s'agit là de quelques exemples de sauts qualitatifs, engagés par Monsieur Christian Magni, Directeur Général de la Setrag et son équipe.



Gare de Lastoursville



SETRAG : ÉVOLUTION DES TRAVAUX DE 200 KM DE LA VOIE FERRÉE

Par Rayanne Marc Isaac



200 km de voie, renouvelés ; soit un total de 350.000 traverses bois changées en traverses béton.

Les travaux du PRN qui ont débuté en mai 2017, se sont accélérés avec la mise en service de nouveaux équipements. D'autres ont suivi.

Christelle BORIES, PDG d'Eramet et Christian Magni Directeur Général de Setrag s'en félicitent.

Ce défi de remise à niveau du Transgabonais, dans un système d'exploitation à voie unique, présente bien de contraintes opérationnelles, auxquelles les cheminots ont dû faire face. En effet, assurer le transport des personnes, des biens et des marchandises, tout en exécutant

les travaux en toute sécurité, est un exploit réalisé au quotidien.

Outre les travaux de reprise des structures situées sous les rails, et particulièrement dans les zones instables ou marécageuses, il a fallu également procéder à la réhabilitation des ouvrages d'art, et au drainage des eaux le long du corridor ferroviaire.

En matière de sécurisation de la voie, les équipes se sont employées à aménager des murs de protection et à construire des passerelles piétonnes, partout où la population était la plus dense, et installée à proximité des gares.

A cela, se sont ajoutées des campagnes de sensibilisa-

tion aux dangers du train et l'installation de nouvelles signalisations ferroviaires, contribuant de façon déterminante au renforcement de la sécurité. **Pour le Transgabonais, c'est la priorité des priorités.**

L'usine construite près de la gare de Booué tourne donc à plein régime et produit près de 800 traverses en béton par jour, tout en disposant d'un stock permanent de près de 40 km de traverses bi-bloc destiné à l'approvisionnement des divers chantiers. Plus de 350.000 nouvelles traverses en béton ont déjà été posées sur la voie.

Il convient de relever pour s'en féliciter, que le PRN a contribué à la création de 500 emplois, hors les équipes de la Setrag. Un maximum de personnes qualifiées, dont les capacités ont souvent été renforcées in situ (HIMO). Corrélativement, des logements ont été construits, ce qui a eu pour effet de créer une économie d'appoint, fort utile aux populations des villages environnant les rails.

L'empreinte sociétale de l'entreprise auprès des com-

munautés se poursuit donc. Elle se matérialise notamment, par une sensibilisation tous azimuts aux risques d'accidents sur la voie. Pour la période 2017-2024, l'investissement consenti pour le PRN, s'élève à près de 330 milliards de FCFA. Il a nécessité un emprunt, qui a été souscrit auprès de bailleurs de fonds internationaux, par l'Etat et la Setrag.

Monsieur Christian Magni, Directeur Général de la Setrag, en s'engageant dans une stratégie d'accélération de la réalisation du PRN, a fait de ce qui était un projet, une réalité tangible sur déjà 200 km de voie ferrée !!!

Et cela se poursuit...



LOGISTIGA INVESTIT DANS DES SOLUTIONS DE TRANSPORT ET DE LOGISTIQUE INNOVANTES

Spécialisée dans le transport des conteneurs, Logistiga profite de la bonne santé du secteur. Créée en 2012 au Gabon, l'entreprise procure une couverture nationale aux expéditeurs de fret, grâce à des moyens humains, matériels et organisationnels.

Cette année, une décennie s'est écoulée depuis que Logistiga a lancé ses activités de transports de conteneurs. Aujourd'hui, l'entreprise continue à investir dans des équipes locales, des infrastructures et des services de transport, afin de créer des véritables opportunités commerciales.

Installée dans la commune d'Owendo, Logistiga propose plusieurs services maritimes allant du transit, transport des marchandises, logistique, entreposage, manutention, acconage, à la consignation maritime sur le territoire national gabonais. Cette importante couverture permet à cette entreprise de soutenir des importateurs et des exportateurs locaux, en quête d'un partenaire connaissant bien les tendances et marchés régionaux.

L'entreprise dispose d'une expérience dans le transport de tous types de marchandises, notamment les produits d'exportation clés de l'Afrique centrale comme le bois, les hydrocarbures, grâce à un parc d'une trentaine de camions. La société gère un ensemble de services de transport et logistique terrestres. Ces

services évoluent constamment pour répondre aux changements démographiques et à la demande croissante pour des solutions plus rapides et de plus grande envergure.

Logistiga investit chaque année dans des nouvelles solutions pour améliorer l'accès aux points de dédouanement et de chargement/déchargement, en augmentant ainsi considérablement l'efficacité des mouvements sur son site d'Owendo. Grâce à ses services de transport, et à ses réseaux, Logistiga est en mesure de fournir toutes les solutions de transport et logistique possibles, pour un nombre croissant de clients.

Dans le port d'Owendo où elle opère, Logistiga a acquis ces dernières années de nouvelles grues dans le cadre d'une initiative d'investissement pour moderniser son parc. Un contexte favorable qui devrait permettre à Logistiga d'augmenter son chiffre d'affaires, et ainsi envisager d'autres implantations dans d'autres villes comme Port-Gentil et Franceville.

Engagée à fonctionner avec intégrité,

responsabilité et en respectant l'environnement, l'entreprise participe à plusieurs partenariats publics et privés à travers le pays. Elle accorde aussi une importance toute particulière à l'embauche et la formation d'employés locaux. Elle est constamment à l'affût de nouvelles opportunités pour continuer à améliorer l'efficacité et les performances environnementales, à travers la technologie et la numérisation de ses plateformes.

Logistiga investit dans le but d'avoir un impact positif sur l'économie gabonaise,

en soutenant les secteurs tels que le BTP, Industrie, loisir, habitat, aéronautique, bois, etc. ainsi que d'autres biens essentiels. Sa clientèle est composée de professionnels, du petit importateur aux grandes sociétés et de particuliers des classes moyenne.

Dans un secteur plus que jamais déterminant pour les économies africaines et où acteurs historiques et nouveaux entrants se livrent une concurrence acharnée, la jeune pousse nourrit chaque année de grandes ambitions.



Transport aérien en Afrique : un secteur sans nuages ?

Par JR DJOUE DABANY

L'Afrique, terrain de jeu des compagnies aériennes internationales. Un marché porteur en pleine expansion. Les compagnies Turkish Airlines, Air France par exemple s'y développent à grande vitesse. La forte croissance du produit intérieur brut, l'urbanisation accélérée du continent et le développement des classes moyennes – désireuses de voyager – devraient cependant bouleverser la donne.

Un potentiel immense. Voilà comment les experts qualifient le transport aérien en Afrique. Pour les analystes du secteur, la raison tient en un fait : le continent représente 1 milliard d'habitants, et 20% de la superficie du globe. Face aux réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux du côté, et l'immensité de l'autre, le transport aérien semble être la réponse la plus rapide aux besoins de l'Afrique.

La machine est d'ailleurs déjà en marche. Pour l'heure, seuls 100 millions de dollars sont dépensés dans le secteur en Afrique mais la croissance affiche des taux records. Le développement du

transport aérien se situerait à 5,7% par an en moyenne jusqu'en 2034.

L'Europe reste la destination principale des vols continentaux et concentre 50% du trafic mais les échanges avec l'Asie pacifique devraient se développer. Avec une flotte parmi la plus âgée, les opportunités ne manquent pas et Airbus frotte déjà les mains. Elle estime que les compagnies qui opèrent en Afrique auront besoin d'acquérir 957 avions ici 2030 pour renouveler la flotte et faire face au trafic des voyageurs qui devrait tripler d'ici là.

La compagnie gabonaise Afrijet vient s'ouvrir la marche. Elles annoncent avoir acquis un nouvel ATR 72-600, qui porte à 6 le nombre d'avions exploités par cette compagnie privée, ce qui lui a permis d'ouvrir de nouvelles routes et d'augmenter les fréquences. Ces dernières années, certains dirigeants africains ont investi dans l'industrie aéronautique locale, avec pour objectif le développement des activités aéronautiques à l'échelle de leur pays et du continent.

Aujourd'hui, des compa-

gnies telles Air Sénégal, Ethiopian Airlines ou encore EgyptAir, Air Mauritius opèrent avec des avions de dernière génération et à la pointe de la technologie, comme l'A350XWB, l'A330neo, l'A320neo et le dernier né de la gamme, l'A220.

Néanmoins, différents points ont été renforcés et en premier lieu, la libération du transport aérien.

La Banque Afrique de Développement a attribué 6,85 millions de dollars sous forme de subvention attribués à la Commission Africaine de l'Aviation Civile (CAFAC) pour la mise sur pied du marché commun, un projet phare que l'Union Africaine a inscrit dans son agenda 2063.

Les gouvernements devront pour cela réduire taxes et impôts qui, jusqu'ici sont des

véritables obstacles à l'accès au transport aérien pour la majorité de la population. A cela s'ajoute le prix très élevé du fioul et le manque de coopération entre les compagnies aériennes africaines. Or, elles ne pourront survivre en restant de petites tailles. La taille est un facteur majeur dans ce secteur où les marges de bénéfices sont faibles et où il est essentiel de maximiser les économies d'échelles.

En fin dernier point, la sécurité. Le taux d'accidents du transport aérien est de 5 à 10 fois supérieure à la moyenne mondiale selon les experts, qui sont tout de même persuadés que dans 10 ans, le marché du transport aérien en Afrique sera l'équivalent du moyen orient d'aujourd'hui.

- Affrètements aériens, vols à la demande
charter and on-demand flights
- Location
Aircraft leasing
- Achat et vente d'avions
Aircraft sales and purchase

VMS AERO

VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :
VMS AERO, your aéro partner with a global presence :

United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :
Email : contact@vms.aero
Tel : +33 6 20 31 19 03 / +241 62 24 24 02

Cargo aircraft / avion cargo

Corporate, VIP & Medevac aircraft / Avion d'affaires, VIP & médicalisés

Commercial Aircraft / avion de ligne

VIP & OGP Helicopters / hélicoptères, VIP & OGP

Viva Tech : Economie Gabon+ représenté

Pour cette 6ème édition, les organisateurs avaient placé l'Afrique au cœur de ce rendez-vous international de l'innovation et du numérique. Une dizaine des start-ups africaines y étaient venues présenter leurs dernières solutions. Une véritable opportunité pour Economie Gabon+ qui ne souhaitait pas manquer le rendez-vous.

Par Philippe CHANDEZON

Des solutions africaines pour des problématiques africaines. A Viva Tech, des startups de la tech africaine étaient réunies à Paris lors de la 6ème édition de Viva Tech pour promouvoir leurs dernières avancées technologiques aux côtés de plus 400 autres startups venues des 4 coins du globe. Cette édition était particulièrement pour les jeunes pousses africaines évoluant dans les domaines de la Climate Tech, de la Healthtech et de la Fintech, et qui ont un impact réel sur le développement du continent. Ce sont la Kenyenne WEEE (Climate tech), la sud-africaine Click-2Sure (fintech) et la startup égyptienne Cheefa (spécialisée dans la santé) qui ont raflé 80% d'investissements contre 20% attribués aux startups africaines francophones.

Chacune des trois gagnantes bénéficie d'une visibilité accrue et d'un accès aux réseaux du salon Viva Technology – créé en 2016 par le groupe Les Echos et Publicis – et à ceux de l'IFC (filiale de la banque mondiale spécialisée dans le financement du secteur privé), avec notamment des rencontres individuelles avec des dirigeants et des cadres supérieurs de l'industrie technologique. Le Kenya, le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Egypte sont considérés comme les

principaux hubs africains des startups.

Le choix porté sur ces startups n'est pas anodin. En effet, ces quatre pays captent les plus importants flux d'investissements en capital-risque. A eux seuls, ils ont attiré environ 62% des investissements entre 2014 et 2019. Le potentiel des startups africaines francophones est énorme mais des freins existent : absence des fonds étatiques dédié aux financements des startups, absence des investisseurs en capital-risque, absence des réglementations spécifiques.

En Afrique francophone, quatre verticales sectorielles principales récupèrent 60% des fonds investis dans des startup en Afrique : les fintech, l'agritech, la GreenTech et le service aux entreprises (aussi appelé BtoB). Aujourd'hui, les investisseurs s'intéressent de plus en plus au marché africain francophone, notamment aux startups ayant un potentiel d'expansion régionale ou sous-régionale.

Au Sénégal, des jeunes pousses comme Logidoo l'on bien compris. Cette startup créée il y a quelques années seulement, s'est imposée dans le transfert des colis dans une quinzaine des pays en Afrique de l'ouest jusqu'au Maroc. Logidoo a



réussi à créer des corridors en coordonnant des transporteurs entre des pays connectés, la première liaison reliant le Sénégal au Maroc, son principal partenaire commercial.

Organisée en partenariat avec l'IFC, l'édition de cette année se tenait à la Porte de Versailles à Paris. Les investissements dans les startups africaines ont atteint près de 5 milliards de dollars en 2021, c'est 2 fois plus qu'en 2020. La tendance n'est pas près de s'arrêter

puisque en 2022, la tech africaine avait déjà levé plus d'un milliard de dollars.

À l'heure du cloud et du digital, le lieu d'installation des infrastructures qui conservent et traitent des millions de gigaoctet de données est un enjeu stratégique. Certains pays soulèvent la question de la souveraineté numérique. D'autres l'ayant compris se sont lancés dans la construction de leurs propres data center.

CIAN : L'Afrique entre défis et opportunités ?

C'était le thème phare de la deuxième édition du Forum Afrique du Conseil français des Investisseurs en Afrique (CIAN) qui s'est tenu en juin dernier à Paris, en France.

Par Philippe CHANDEZON



Plusieurs chefs d'entreprise, responsables gouvernementaux, investisseurs, s'étaient donnés rendez-vous à Paris en juin pour trouver de nouvelles voies visant à accélérer le développement du continent et son industrialisation dans des secteurs telles que l'agriculture, ainsi que l'énergie. Les pays africains veulent tirer profit de leur potentiel de terres cultivables non exploitées.

A Paris, où il était fortement représenté, le Gabon a affiché son ambition de se tourner vers le manioc pour contrer la pénurie de farine de blé, comme l'explique Yves Fernand Manfounbi, Ministre du Commerce et des PME. « Il ne suffit pas de produire du manioc, il faut installer une chaîne de transformation pour arriver après une première, une deuxième, une troisième transformation, à obtenir une farine de

manioc. Cela baisse de considérable nos importations et nous permettra d'obtenir un pain fait à 100% à base de manioc avec la anti-âge de créer de la richesse localement, en produisant un pain qui correspond aux habitudes de consommation des populations Gabonaises».

Autre secteur incontournable, l'énergie. La transition énergétique est un véritable levier de création d'emploi. Sur le continent, de nouvelles industries ont vu le jour. Transition, diversification : des stratégies qui exigent d'adapter la main d'oeuvre aux besoins de ces nouveaux modèles de croissance, par le biais de la formation.

Les gouvernements africains ont donc l'obligation de révolutionner les curricula dans les universités et surtout d'offrir de nouvelles filières qui pour lieront des nouveaux métiers.

Après avoir connu un net rebond en 2021 la croissance africaine pourrait être ralentie par les conséquences de la

guerre en Ukraine. Une occasion pour les dirigeants africains de rouvrir le débat sur la souveraineté économique du continent africain, qui semble désormais déterminé à sortir de la dépendance aux importations pour favoriser l'autosuffisance.

En dépit d'une croissance en légère hausse, le continent ne dispose pas des mêmes capacités financières que les autres continents pour épauler ses entreprises.



L'école gabonaise à l'ère de la digitalisation

La Rédaction

Le 11 Juillet 2022, L'école publique de Ntoun 1 dans la commune de Ntoun a abrité la cérémonie de lancement du programme de lancement de la digitalisation des enseignements dans le primaire au Gabon.

Placée sous le patronage de Madame le Ministre en charge de l'Education Nationale, cette cérémonie a enregistré la participation de trois autres membres du gouvernement, des partenaires au développement tels que l'UNICEF et l'UNESCO et de l'opérateur de téléphonie mobile Airtel.

Dans la même foulée, l'hôtel boulevard de Libreville a accueilli les 23 et 24 juin 2022, la consultation nationale pour la transformation de l'éducation en vue de la participation du Gabon au sommet mondiale sur la Transformation de l'Education en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies en Septembre prochain.

Par ailleurs, en mars 2022, Le ministre délégué du Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur a visité les salles informatiques qui serviraient à accueillir les étudiants de l'Université Numérique du Gabon (UNG) dont la phase pilote a débuté.

Au regard de tous ces événements, on pourrait se poser la question légitime ;



Quelle école - au sens large du terme - en 2030 au Gabon ?

Le numérique bouleverse nos habitudes. La banque et les assurances se sont réinventées, le secteur de la santé s'est adapté au ce niveau mode de vie, la crise sanitaire, puis sociale s'est muée en crise éducative privant ainsi des milliers d'élèves de classes.

L'éducation est identifiée par McKinsey comme le second secteur dans lequel Internet peut avoir un impact décisif en termes de productivité, après les services financiers. Sous la pression des besoins de l'économie d'une part, et des possibilités qu'offrent les technologies numériques, d'autre part, des services flexibles répondant à la demande se construisent.

Le système éducatif mondial, et par conséquent le système éducatif gabonais, est en pleine transformation avec des changements majeurs qui constituent

une rupture forte avec les systèmes classiques de transmission du savoir.

La crise sanitaire n'est que accélérateur de cette transformation, en effet, il faut remonter en 2014 avec le World Innovation Summit for Education (WISE) pour se rendre compte que la problématique de la Réinvention de l'Education était déjà d'actualité. Antonio GUTERRES Déclare « Au pied du mur, l'humanité doit choisir : le délitement ou le sursaut salutaire. Les choix que nous faisons – ou ne faisons pas – aujourd'hui seront déterminants : soit nous sombrerons dans le délitement et devrons faire face à l'avenir à des crises à répétition, soit nous nous reprenons pour réunir les conditions d'un avenir meilleur, plus durable et pacifique, au service des populations et de notre planète »

Des discours prononcés à la cérémonie du 11 juillet 2022, il ressort que le Gabon est résolument engagé vers la trans-

formation de son système éducatif se qui laisse entrevoir que le Gabon a choisi le sursaut salutaire par la mise en œuvre du Programme de Digitalisation des Enseignements dans le Primaire piloté par le Ministère en Charge de l'Education Nationale avec l'assistance technique et financier de l'UNICEF et Airtel.

Encore un projet de plus pour l'éducation, dira-t-on. Pourquoi ce programme doit prospérer là où d'autre n'ont pas atteint les résultats comme le projet e-education ou encore le projet XO ?...

C'est le challenge (sursaut salutaire) que doit relever la Coordination Générale du Programme de Digitalisation des Enseignements au Primaire (CG-DEP) conduit par Monsieur Joachim ONDJI-LA OGNELE. D'après Frantz FANON, « Chaque génération doit découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir ».



SOUSCRIS À
*111*2#

4x

PLUS DE CRÉDIT

POUR
500F
OBTIENS

2000F[®]

VALABLE VERS TOUS LES RÉSEAUX

Téléchargez maintenant MyAirtel

Economie Gabon+

Nous vous remercions pour votre confiance
durant ces 10 années



Mme Christine LAGARDE
25^e Sommet France - Afrique
mai 2010 à Nice



Mr Jean Louis BORLOO
BATIMAT (2015)

Merci à

10 ANNÉES D'EXISTENCE ET 100 NUMEROS



Economie Gabon+
Le Magazine des Dirigeants et des Leaders d'opinion

www.economiegabonplus.com



Le Groupe Castel vous souhaite

une bonne fête de l'indépendance

